



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 3 AOUT 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2159

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-huitième jour de juillet 1912, de nommer M. Thomas Louis Desbiens, cultivateur, de Saint-Bruno, percepteur du revenu pour la partie est du district du Lac Saint-Jean. 3103

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-huitième jour de juillet 1912, de nommer MM. Narcisse J. Cantin, médecin de Saint-Côme, comté de Beauce, et Donat Bernier, médecin, de Saint-Anselme, comté de Dorchester, conjointement coroner du district de Beauce. 3145

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 29 juillet courant, de nommer M. Alexis Girard, conseiller de la municipalité de la paroisse de Saint-Irénée, comté de Charlevoix, en vertu des dispositions de l'article 326 du code municipal. 3139

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 3rd AUGUST, 1912.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2160

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth day of July, 1912, to appoint Mr. Thomas Louis Desbiens, farmer, of Saint Bruno, collector of revenue for the east part of the district of Lake Saint John. 3104

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of July, 1912, to appoint Messrs. Narcisse J. Cantin, physician, of Saint Côme, county of Beauce, and Donat Bernier, physician, of Saint Anselme, county of Dorchester, joint coroner for the district of Beauce. 3146

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 29th July instant, to appoint Mr. Alexis Girard, councillor of the municipality of the parish of Saint Irénée, in the county of Charlevoix, in virtue of the provisions of article 226 of the municipal code. 3140

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Rimouski.—M. Joseph Plourde, cultivateur, de Saint-Moïse, comté de Rimouski.

District d'Ottawa.—MM. James Smith et Désiré Lacombe, cultivateurs, de la municipalité du canton Buckingham sud-est, comté de Labelle.

District de Montréal.—MM. Jean-Baptiste Boucher et Casimir Duquette, cultivateurs, de la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie.

District de Bedford.—M. Théophile Larochelle, commerçant, de Sweetsburg, comté de Missisquoi, et M. William G. Multimore, cultivateur, du canton Dunham, MM. Emerie Lusignan, meunier, et Alfred Durenleau, cultivateur, de Saint-Pierre de Veronnes, comté de Missisquoi.

District de Montmagny.—M. Cléophas Parent, maître de pension, de Saint-Camille, comté de Bellechasse.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saguenay.—MM. Omer E. Boulianne, registraire, Laurent Alfred Vaillancourt, marchand, François Déchène, cultivateur, de Tadoussac, comté de Saguenay.

District de Montréal.—MM. George Robertson Hooper et Duncan Robertson, brasseurs, John Stevenson Brown, comptable, de la cité de Montréal.

3119

Proclamations

Canada, }
Province de Québec. } F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général } sur présentation au conseil municipal du comté de Mégantic, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Sainte-Anastasia de Nelson, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Mégantic a nommé M. J. Gédéon Rousseau, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec amendements par le conseil du susdit comté.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of July, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Rimouski.—M. Joseph Plourde, farmer, of Saint Moïse, county of Rimouski.

District of Ottawa.—Messrs. James Smith and Désiré Lacombe, farmers, of the municipality of the township of Buckingham south east, county of Labelle.

District of Montreal.—Messrs. Jean Baptiste Boucher and Casimir Duquette, farmers, of the parish of Laprairie, county of Laprairie.

District of Bedford.—Mr. Theophile Larochelle, trader, of Sweetsburg, county of Missisquoi, and Mr. William G. Multimore, farmer, of the township of Dunham, Messrs. Emerie Lusignan, miller, and Alfred Durenleau, farmer, of Saint Pierre de Veronnes, county of Missisquoi.

District of Montmagny.—Mr. Cleophas Parent, boarding house keeper, of Saint Camille, county of Bellechasse.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fifth day of July, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saguenay.—Messrs. Omer E. Boulianne, registrar, Laurent Alfred Vaillancourt, merchant, François Déchène, farmer, of Tadoussac, county of Saguenay.

District of Montreal.—Messrs. George Robertson Hooper and Duncan Robertson, brewers, and John Stevenson Brown, accountant, of the city of Montreal.

3120

Proclamations

Canada, }
Province of Québec. } F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS, on
Assistant Attorney General. } presentation to the county council of the county of Mégantic, of a petition from the two-thirds of the municipal electors being proprietors, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of Sainte-Anastasia de Nelson, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Mégantic, has named Mr. J. Gédéon Rousseau, special superintendent, and has charged him to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments by the council of the aforesaid county.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Lyster qui est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anastasie de Nelson, comté de Mégantic, est bornée vers le nord-est par les lots 15f du rang 5 et du 15h du rang 6, vers le sud et le sud-est par la rivière Bécancour, vers le sud-ouest par les lots de cadastre 18a et 18b du rang 5, et vers le nord-ouest par la ligne séparative des rangs 4 et 5.

La municipalité du village de Lyster comprise dans les limites ci-dessus décrites a une superficie de trois cent quinze (315) acres ou environ, et comprend les Nos de cadastre suivants dans le canton Nelson :

Dans le 5e rang, les Nos depuis et y compris le No 16a jusqu'au Nos 17-34 et dans le 6e rang les lots 16a et 16b, aussi cette partie du lot de cadastre No 24 (chemin de fer du Grand Tronc) comprise dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de Sainte-Anastasie de Nelson, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Lyster", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Lyster, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec ce VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

3143

Canada,
Province de }
Québec. }

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le seize juillet mil neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de proroger de nouveau jusqu'au vingt-sept août prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le seize juillet courant ; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SEPT AOUT prochain, et, en conséquence, vous man-

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Lyster which is a dismemberment of the municipality of the parish of Saint Anastasie of Nelson, county of Mégantic, is bounded towards the north east by lots 15 f of range 5 and 15 h of range 6, towards the south and the south east by the river Bécancour, towards south west by the cadastral lot 18 a and 18 b of range 5, and towards the north west by the dividing line of ranges 4 and 5.

The municipality of the village of Lyster comprised in the above described limits, has a superficies of three hundred and fifteen (315) acres, or there about, and comprises the following cadastral number in the township of Nelson :

In the 5th range, the number from and including No. 16 a to Nos. 17-34, and in the 6th range lots 16 a and 16 b, as well as that part of cadastral lot No. 24 (Grand Trunk Railway) comprised within the above described limits shall, from this date, be detached from the municipality of Sainte-Anastasie de Nelson, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of the Municipality of the village of Lyster.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Lyster, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of JULY, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

3144

Canada,
Province of }
Quebec. }

F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING,

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the sixteenth of July, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty-seventh of August next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the sixteenth of July instant, and hereby convene you for the TWENTY-SEVENTH OF AUGUST next, and accordingly, command and order you to

dons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce quatrième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,
2723 L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

La compagnie "Estey Bros. Co." a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. W. Park Bishop, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 23 juillet 1912. 3101

La compagnie "Witting Bros. Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Andrew Roff McMaster, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 27 juillet 1912. 3147

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de juillet 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 3123

meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this fourth day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2724

Government Notices

The "Estey Bros. Co." has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. W. Park Bishop, of Montréal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 23rd July, 1912. 3102

The company "Witting Bros. Limited" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Andrew Roff McMaster, of Montréal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 27th July, 1912. 3148

Notice is hereby given that the parish of Notre-Dame du Bon Conseil Mutual Fire Insurance Company, having been established in conformity with the Québec Insurance Act, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of Québec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section may legally transact.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of July, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 3124

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1912, constituant en corporation MM. Arthur Smith et Donat Boulanger, comptables, Laurent Justinien Foisy, courtier en immeubles, Edgar Lafrenière, comptable, et Joseph Adélaide Brodeur, avocat de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de tous genres d'immeubles et propriétés immobilières ;

Agir comme agents et courtiers, pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature ;

Faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance ;

A faire fonction d'agence, ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêts ou de placements, et à assurer aussi le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt ou des deux, de toutes sommes confiées à la compagnie pour être placées, et pour protéger la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie, à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie, ou engagées ou hypothéquées en sa faveur ou outreposées chez celles-ci, à agir comme agents pour toute débenture, obligation, hypothèque, ou autre valeur émise suivant la loi pour toute corporation municipale ou pour toute autre constituée dans la province de Québec, ou dans la Puissance du Canada ;

Faire la collection et perception de deniers, loyers, billets promissaires, comptes, hypothèques, coupons et autres valeurs ;

Prêter de l'argent aux clients, détenteurs de lots et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie ;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque ;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens-fonds ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux ;

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir ;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personnes ou de corporation qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements ;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles et immeubles que la compagnie peut ou pourra acquérir ; faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets, promissaires, traites ou autres effets négociables ;

Assumer et payer tout lien hypothèque ou autre charge qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera ;

Acquérir et détenir toutes actions ou débentures dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement, sous le nom de "The National Loan & Realty Company Limited", avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

3105

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth July, 1912, incorporating Messrs. Arthur Smith and Donat Boulanger, accountants, Laurent Justinien Foisy, real estate broker, Edgar Lafrenière, accountant, and Joseph Adélaide Brodeur, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:-

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immoveables and immoveable property ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immoveable or for other transactions of a like nature ;

To operate as agents and brokers in all kinds of insurance ;

To do the business of an agency or company to act in the name of others who may entrust with money for loan or investment and to insure also the repayment of the capital, and the payment of the interest, or of both, of all sums confided to the company for investment and to protect the company against all loss on every guarantee, obligation or advance made by the company, to receive all manner of debts or values ceded or transferred to the said company, or pledged or hypothecated in its favor, or stored with it, to act as agents for any debentures, bonds, mortgages or other values issued according to law by any municipal corporation or by any other corporation constituted in the province of Québec or the Dominion of Canada ;

To collect and receive moneys, rents, promissory notes, accounts, mortgages, coupons and other values ;

To loan money to clients, lot owners and others having business with the company ;

To carry on in its corporate name loan and investment operations of all kinds, except banking business ;

To take and hold mortgages on real property or other kinds of obligations, on the security of which it intends to invest its funds ;

To possess in every respect, as regards the loan and investment of its funds and its affairs, the same powers and privileges as an individual may enjoy ;

To have power to receive all money and sums of money from persons or corporations desiring to lend or mortgage, and to negotiate such loans and investments ;

To issue paid-up stock of the company in payment of all property, real or personal, which the company can or may acquire, and to make, issue, give, accept, endorse and discount promissory notes, drafts or other negotiable instruments ;

To assume and pay every claim, hypothec or other charge which may exist on immoveables bought by the company ;

To acquire and hold shares or debentures in other companies, and to dispose of the same by sale or otherwise, under the name of "The National Loan & Realty Company Limited", with a capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

3106

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1912, constituant en corporation MM. Prudent Lapalme, bourgeois, Israël Laberge, marchand, Hormidas Malo, menuisier, Adélard Laberge, marchand, du village de Beloeil, Adélard Benoit, hôtelier, de Saint-Bruno, Adélard Charbonneau, commis, de Montréal, Rosaire Prieur, marchand et manufacturier, de La Pointe-aux-Trembles, et Amédée Geoffrion, avocat, de la ville de Longueuil, dans les buts suivants :

Exercer le commerce général d'immeuble dans toutes ses branches ;

Transiger et négocier avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant le même commerce ;

Acheter, louer, et changer ou autrement acquérir, posséder, construire et bâtir toute propriété mobilière ou immobilière, franchises, privilèges, achalandages et droits de toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant ou formée pour exercer, en tout ou en partie, un commerce similaire ;

Acquérir l'actif ou assumer le passif de toutes personnes, sociétés commerciales ou compagnies à fonds social exploitant tous ou quelques-uns des objets de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement et posséder des actions dans d'autres compagnies formées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Donner en paiement de biens meubles ou immeubles généralement de services, de valeurs, de comptes, de dettes, des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie ;

Se départir, transférer par vente, échange ou autrement des actions de la présente compagnie à d'autres compagnies constituées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Se fusionner avec une autre compagnie constituée pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Se procurer de l'argent et pour cela emprunter, hypothéquer, émettre des bons ou obligations sur les biens de la compagnie et engager généralement le crédit de la présente compagnie ;

Et généralement, faire tous autres opérations permettant à la compagnie d'atteindre les fins pour lesquelles elle est constituée et pour exercer tous les droits et pouvoirs conférés par la loi des compagnies de Québec sous le nom de "La Compagnie Immobilière de la Pointe-aux-Trembles, Limitée", avec un capital de quatre-vingt et un mille piastres (\$81,000.00) divisé en huit cents dix (810) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

3115

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet 1912, constituant en corporation MM. George Johnston, photographe, de la cité de Sherbrooke, Richard Orion Hopkinson et Robert Lavers Edgecombe, manufacturiers, Warren Dobson Gale, gentleman, du village de Waterville, et Perry Silas Dobson, instituteur, du village de Stanstead Plain, dans les buts suivants :

Manufacturer ou faire manufacturer, fournir équiper, construire, réparer, acheter, vendre, louer, échanger des crics à levier et crics pour rails de toute sorte, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth July, 1912, incorporating Messrs. Prudent Lapalme, bourgeois, Israël Laberge, marchand, Hormidas Malo, joiner, Adélard Laberge, merchant, of the village of Beloeil, Adélard Benoit, hotel keeper, of Saint Bruno, Adélard Charbonneau, clerk of Montreal, Rosaire Prieur, merchant and manufacturer, of Pointe-aux-Trembles, and Amédée Geoffrion, advocate, of the town of Longueuil, for the following purposes :

To carry on a general real-estate business in all its branches ;

To deal and negotiate with every other person company or corporation carrying on the same business ;

To purchase, lease and exchange or otherwise acquire, possess, construct and build all property moveable or immovable, franchises, privilèges, custom and rights of any other person, company or corporation carrying on or formed to carry on in whole or in part a similar business ;

To acquire the stock and assume the liabilities of all persons or commercial or joint stock companies carrying on all or some of the objects of the present company ;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to hold shares in other companies formed for one or several of the objects of the present company ;

To give in payment of moveables and immovables generally, of services, of values, of accounts, of debts, shares of the company wholly or in part paid-up ;

To make over and transfer by sale, exchange or otherwise shares in the present company to other companies formed for one or several of the objects of the present company ;

To merge with any other company formed for one or more of the objects of the present company ;

To raise money, and for that purpose to borrow, hypothecate, issue bonds and obligations on the property of the company and generally to pledge the credit of the present company ;

And generally to carry on all other operations enabling the company to attain the ends for which it is incorporated, and to exercise all the rights and powers conferred by the Quebec companies act, under the name of "La Compagnie Immobilière de la Pointe aux Trembles, Limitée", with a capital of eighty one thousand dollars (\$81,000.00), divided into eight hundred and ten (810) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

3116

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1912, incorporating Messrs. George Johnston, photographer, of the city of Sherbrooke, Richard Orion Hopkinson and Robert Lavers Edgecombe, manufacturers, Warren Dobson Gale, gentleman, of the village of Waterville, and Perry Silas Dobson, teacher, of the village of Stanstead Plain, for the following purposes :

To manufacture or cause to be manufactured, furnish, equip, construct, repair, buy, sell, lease, exchange, dispose of or otherwise deal in lifting jacks and track jacks of all kinds ;

Acquérir par achat, bail ou autrement les terrains, bâtisses ou autre propriété ou matériel, et ériger, construire et mettre en opération les moulins, manufactures, boutiques, bâtisses, matériel, machines ou autres objets qui peuvent être utiles ou nécessaires pour la mise en opération convenable des affaires de la compagnie, et les vendre, échanger, louer ou remplacer ou en disposer autrement ;

Faire toutes autres affaires de manufacture ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec ses affaires, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Demander, acheter, louer ou acquérir en aucune autre manière toutes patentes ou droits de patentes, améliorations et procédés sous enregistrement, licences, concessions, marques de commerce, noms de commerce et projets de commerce et autres semblables ou tout intérêt en ceux, ou tout secret ou autre information quant à aucune invention qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduits avec profit, ou qui peuvent paraître capables d'être employés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître calculée directement ou indirectement pour le bénéfice, et les employer, exercer, développer, vendre, louer ou en disposer autrement, ou octroyer des licences à cette fin, ou autrement, mettre à profit toutes telles patentes, droits de patentes, améliorations et procédés sous enregistrement, licences, concessions, marques de commerce, noms de commerce et projets de commerce et autres semblables ou aucun intérêt en ceux, ou tout secret ou autre information susdite ;

Acheter ou acquérir autrement tous ou aucune partie des actifs, affaires, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes de toute personne, société ou corporation faisant aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou toutes affaires semblables, ou possédant une propriété convenable pour les susdites fins ;

Acquérir et prendre comme une affaire en opération les actifs, clientèle et affaires en général de la société conduites et ci-devant conduites par George Johnston, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, photographe, et Richard Orion Hopkinson et Robert Lavers Edgcombe, tous deux du village de Waterville, dans le district de Saint-François, mécaniciens et manufacturiers, sous les nom et raison de "H. & E. Lifting Jack Company," et les payer par l'émission d'actions acquittées de cette compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie et acquérir et entreprendre tous ou aucune partie des actifs, affaires, privilèges, contrats, droits et obligations de toute personne, compagnie ou société ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Vendre, louer l'entreprise et les actifs de la compagnie ou aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débentures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ou corporation, ou en disposer autrement ;

Émettre, répartir comme actions acquittées de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de toutes patentes ou droits de patentes, ou toute propriété, meubles ou immeubles, droits ou choses acquis par ou pour la compagnie, ou pour services rendus à la compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires ayant rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Canada Lifting Jack Company", avec un capital total de vingt

To acquire by purchase, lease or otherwise, such land, buildings or other property or material, and to erect, install and operate such mills, factories, shops, buildings, plant, machinery or other equipments as may be advantageous or necessary for the due carrying on of the company's business, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of or replace the same ;

To carry on any other business of manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To apply for, purchase, lease or in any otherwise acquire any patents or patent rights, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade marks, trade names and trade designs, and the like or any interest therein, or any secret or other information as to any invention which may seem to the company to be capable of being profitably dealt with, or which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, sell, lease or otherwise dispose of, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, any such patents, patent rights, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade marks, trade names and trade designs, and the like or any interest therein, or any secret or other information aforesaid ;

To purchase or otherwise acquire all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes thereof ;

To acquire and take over as a going concern the assets, goodwill, and business generally of the partnership carried on and heretofore carried on by George Johnston, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, photographer, and Richard Orion Hopkinson and Robert Lavers Edgcombe, both of the village of Waterville, in the district of Saint Francis, machinists and manufacturers, under the name and style of "H. & E. Lifting Jack Company", and to pay for the same by the issue of paid up shares in this company ;

To amalgamate with any other company and to acquire and undertake all and any part of the assets, business, privileges, contracts, rights and liabilities of any person, company, or firm having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures bonds, or securities of any other company or corporation ;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any patents or patent rights, or any property, moveable or immovable, rights or things acquired by or for the company, or for services rendered to the company ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and others negotiable or transferable instruments ;

To do all acts and exercise all power and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Canada Lifting Jack Company", with a capital stock of twenty thousand

mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux (200) cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

3091

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juillet 1912, constituant en corporation MM. Joseph N. Fortin, commerçant, Charles E. Gravelle, et Valmore P. Leduc, commerçants, Charles A. Leduc, agent d'immeubles, et Lorenzo A. Leduc, avocat, de la cité de Hull, Emile Morin, commis, de la cité d'Ottawa, dans les buts suivants :

De manufacturer, acheter, faire le trafic et vendre des automobiles de toutes sortes, et de les louer, et d'en faire le commerce généralement quelconque ;

D'acheter, manufacturer, vendre, trafiquer et faire le commerce de tous huiles, peintures, vernis, graisses, savons, pâtes et gazolines ;

D'acheter, manufacturer, vendre, louer, trafiquer et faire le commerce en général de tous moteurs à l'électricité, à gazoline et à toutes autres substances pour bateaux, véhicules, voitures, automobiles, et toutes autres choses qui en requerront ;

De manufacturer, acheter, vendre, louer, trafiquer et faire tout commerce de pneus (tires), tubes, pièces en caoutchouc pour réparer et fermer les crevasses dans les pneus (patches), outils et pompes, le tout employé et nécessaire pour les automobiles en général ;

Faire toutes réparations généralement quelconques des automobiles ;

Tenir un garage et un entrepôt (storage) pour automobiles et faire tout commerce généralement quelconque en rapport avec tels garage et entrepôt ;

D'acheter, vendre, louer, trafiquer et faire tout commerce généralement quelconque des chevaux, voitures, harnais, robes pour voitures et automobiles, tant en fourrures qu'en tous autres matériels, et de tenir une écurie de louage et de faire tout commerce en rapport avec icelle écurie de louage ;

De tenir une glacière et de vendre, acheter et faire tout commerce généralement quelconque de glace ;

Enfin de tenir une cour à bois et de manufacturer, acheter, vendre et faire tout commerce généralement quelconque de bois de chauffage, bois de corde, planches et de tous bois généralement quelconques, sous le nom de "The Hull and Ottawa Garage Company, incorporated", avec un capital de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quarante mille (40,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

3121

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juillet 1911, constituant en corporation M. Alphonse Brunelle, marchand, Madame Cordélia Raymond, marchande, Chas. Tessier, menuisier, A. C. Boivin, voyageur de commerce, et Wm. Raymond, journalier, de Sainte-Anne de la Pérade, dans les buts suivants :

Fabriquer et faire le commerce des différentes sortes de sirop et sucre, des bleus à laver, eau de javelle, savons, parfums et autres articles de toilette ; moutardes, crèmes, épiceries, fruits, liqueurs douces, eaux gazeuses, préparations culinières, essences, etc., vinaigre, mise en conserves alimentaires d'après les méthodes commerciales, etc., sous le nom de "Maple Grove Sugar Company,

dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

3092

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of July, 1912, incorporating Messrs. Joseph Fortin, trader, Charles G. Gravelle and Valmore P. Leduc, traders, Charles A. Leduc, real estate agent, and Lorenzo A. Leduc, advocate, of the city of Hull, and Emile Morin, clerk, of the city of Ottawa, for the following purposes :

To manufacture, purchase, trade in and sell automobiles of all sort, and to lease the same and trade therein generally ;

To purchase, manufacture, sell, traffic and trade in all oils, paints, varnishes, grease, soaps, pastes and gazolines ;

To purchase, manufacture, sell, lease, traffic and trade in generally all electric, gazoline and other motors for boats, vehicles, carriages, automobiles and all other things requisite therefor ;

To manufacture, purchase, sell, lease, traffic and trade in pneumatic tires, tubes, rubber pieces to repair and close crevices in patches, tools and pumps, the whole used by and necessary for automobiles in general ;

To make all repairs generally whatsoever to automobiles ;

To keep a garage and storage for automobiles and do all business generally whatsoever in connection with such garage and store ;

To purchase, sell, lease and generally to trade and traffic in horses, vehicles, harness, robes for carriages and automobiles, of fur or other material, and to keep a livery stable and carry on all business regarding the same ;

To keep an ice house and to buy, sell, and trade in ice generally ;

Finally to keep a wood yard, and to manufacture, purchase, sell and trade generally, in fire-wood, cord-wood, boards and all lumber generally whatsoever, under the name of "The Hull & Ottawa Garage Company, Incorporated", with a capital of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into forty thousand (40,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

3122

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1911, incorporating Messrs. Alphonse Brunelle, merchant, Madame Cordélia Raymond, merchant, Chs. Tessier, joiner, A. C. Boivin, commercial traveller, and Wm. Raymond, laborer, of Sainte Anne de la Pérade, for the following purposes :

To manufacture and dealer in the different kinds of syrups and sugars, washing blues, javelle water, soaps, perfumes and other toilet articles, mustards, creams, grceries, fruits, soft drinks, aerated waters, culinary preparations, essences, etc., vinegar, preserved and canned goods, etc., under the name of "Maple Grove Sugar Company, Limited" with a capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided

Limited", avec un capital de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Trois-Rivières, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juillet 1911.

JOS. DUMONT,

2977.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1912, constituant en corporation MM. Napoléon Boulanger, briquetier, Saint Eugène, Octave Cloutier, négociant, Charles Lecours, marchand de bois, Joseph Adéard Cloutier, étudiant, L'Islet Station, Rodolphe Boulanger, briquetier, de Saint-Eugène, comté de L'Islet, dans les buts suivants :

Pour manufacturer la brique et faire le commerce de brique et le commerce de bois, sous le nom de "The Brick Manufacturing Company, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à L'Islet Station, comté de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

2975.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1912, constituant en corporation MM. J. P. A. Des Trois-Maisons, marchand, J. A. L'Heureux, commis, Hermeline Gingras, rentière, J. Napoléon Delisle, marchand, Lucien Lacroix, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Importer, exporter, manufacturer et confectionner, vendre les marchandises de modes, les coiffures et les chapeaux, et généralement tous les articles et les marchandises de fantaisie d'un commerce de modes, sous le nom de "Le Louvre de Paris, Limité", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

2973-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juillet 1912, constituant en corporation MM. Alfred Robitaille et Joseph Robitaille, marchands, Marie Jeanne Esther Robitaille, Marie Anne Alma Robitaille, Marie Léa Germaine Robitaille et Marie Justine Louise Robitaille, filles majeures, d'âge légal, et Dame Mary Smith, épouse séparée de biens du dit Alfred Robitaille, du village de Beauport, dans les buts suivants :

Acquérir et prendre comme une affaire en opération l'entreprise et les affaires maintenant conduites par le dit Joseph Edouard Henri Robitaille et autres, à Beauport susdit, sous les nom et raison de "La Compagnie des Carrières de Beauport", et tous et aucun des actifs et obligations y ayant rapport, à tels termes et conditions qui peuvent être convenus, et émettre en paiement d'icelles des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie ;

Faire les affaires de maîtres carriers et de marchands de pierre, et acheter, vendre, acquérir, travailler, façonner, tailler, couper, polir, écraser, scier

into fifty(50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Three Rivers, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1911.

JOS. DUMONT,

2978

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1912, incorporating Messrs. Napoléon Boulanger, brickmaker, of Saint Eugène, Octave Cloutier, trader, Charles Lecours, lumber merchant, Joseph Adéard Cloutier, student, L'Islet Station, Rodolphe Boulanger, brickmaker, of Saint Eugène, county of L'Islet, for the following purposes :

To manufacture brick and deal in brick and lumber, under the name of "The Brick Manufacturing Company, Limited", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at L'Islet Station, county of Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

2976

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1912, incorporating Messrs. J. P. A. Des Trois-Maisons, merchant, J. A. L'Heureux, clerk, Hermeline Gingras, "rentière", J. Napoléon Delisle, merchant, Lucien Lacroix, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To import, export, manufacture and make, sell millinery, hats and caps, and generally any fancy goods and articles in a millinery business, under the name of "Le Louvre de Paris Limité", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

2974

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of July, 1912, incorporating Messrs. Alfred Robitaille et Joseph Robitaille, merchants, Marie Jeanne Esther Robitaille, Marie Anne Alma Robitaille, Marie Léa Germaine Robitaille, and Marie Justine Louise Robitaille, spinsters, of lawful age, and Dame Mary Smith, wife separated as to property of the said Alfred Robitaille, of the village of Beauport, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the undertaking and business now carried on by the said Joseph Edouard Henri Robitaille and others, at Beauport aforesaid, under the firm name of "La Compagnie des Carrières de Beauport", and all or any of the assets and liabilities in connection therewith upon such terms and conditions as may be agreed upon, and to issue in payment or part payment therefor fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company ;

To carry on business as quarry masters and stone merchants, and to buy, sell, get, work, shape, hew, carve, polish, crush, saw and prepare for market or

et préparer pour le marché ou utilité, la pierre, la chaux, le ciment, le sable, les métaux et minéraux et matériaux de construction de toute sorte et de faire les affaires de constructeurs et réparateurs de chemin et de pavé, et de manufacturiers, commerçants et travailleurs de pierre, chaux, ciment, mortier, béton, asphalte, et de matériaux de construction de toute sorte et de constructeurs et entrepreneurs pour la construction, l'érection d'opérations bâties et constructions publiques et privées, et de faire en général les affaires d'entrepreneurs et de mines et de manufacturer, vendre et faire le commerce de briques de toute sorte ;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, mettre en opération, maintenir et conduire des manufactures, boutiques, magasins, dépôts, ateliers pour machines, bâtisses pour engin et autres constructions et érections nécessaires pour ses affaires et toute autre propriété mobilière et immobilière nécessaire et utile pour la mise en opération d'aucun des objets de la compagnie et les louer, vendre et en disposer ;

Acheter, vendre, manufacturer, échanger, louer ou donner à bail, importer, exporter et faire le commerce de toute sorte d'objets, articles ou marchandises qui peuvent être requis pour les fins d'aucune des dites affaires ou qui peuvent paraître capables d'être traitées avec profit en rapport avec aucune des dites affaires de la compagnie ;

Agir comme agent pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises ci-dessus mentionnées ;

Développer et mettre en opération tout pouvoir d'eau ou pouvoirs d'eau et créer, produire, accumuler la vapeur, le gaz, l'électricité ou autre pouvoir moteur pour la production de l'éclairage, chauffage ou pouvoir pour les fins de la compagnie, avec le pouvoir de vendre ou disposer autrement de tout surplus non requis, et le fournir pour éclairage, chauffage ou les fins de pouvoir à toute personne ou corporation dans la cité de Québec, et dans les comtés de Montmorency, Québec, Portneuf, Charlevoix et Chicoutimi, aux termes qui peuvent être convenus, pourvu que les pouvoirs ci-dessus lorsqu'ils sont exercés en dehors de la propriété de la compagnie soient sujets à toutes les lois provinciales et municipales et règlements à ce sujet ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer, licencier sur royauté, ou autrement, acquérir et tenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire, et vendre, céder ou disposer autrement de toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement, utiles aux affaires de la compagnie, et employer, exercer, développer, octroyer des licences à cet égard, ou autrement mettre à profit toutes telles marques de commerce, noms de commerce et inventions, licences, procédés et autres semblables ou tous autres biens ou droits ;

Posséder, acheter ou acquérir autrement, et vendre, ou autrement disposer des actions ou obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, bail ou autrement les biens, franchises, entreprise et affaires de toute telle corporation, et se charger des obligations d'icelles et les payer en tout ou en partie, en argent, actions, obligations ou autres garanties de la compagnie ;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Acquérir ou entreprendre toutes ou aucune partie

use, stone, lime, cement, sand, ore, minerals and building materials of all kinds and to carry on business as road and pavement makers and repairers, and manufacturers of and dealers and workers in stone, lime, cement, mortar, concrete, asphalt, and building materials of all kinds and as builders and contractors for the construction and erection of public and private works, buildings and structures, and to carry on a general contracting and mining business, and to manufacture, sell and deal in brick of all kinds ;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage all factories, shops, store houses, depots, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary for its business and all other property moveable and immoveable, necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of the same ;

To buy, sell, manufacturer, exchange, let on hire, import, export, and deal in all kinds of goods, wares or merchandise which may be required for the purpose of any of the said businesses or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with any of the said businesses of the company ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the business or undertakings heretofore mentioned ;

To develop and operate any water power or water powers and to generate, produce and accumulate steam, gaz, electricity or other motive power for the production of light, heat or power for the purposes of the company, with the power to sell or otherwise dispose of any excess not required, and to supply the same for light, heat or power purposes to any person or corporation in the city of Quebec, and in the counties of Montmorency, Quebec, Portneuf, Charlevoix and Chicoutimi, on such terms as may be agreed upon, provided that the foregoing powers when exercised outside the property of the company shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf.

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate, and introduce, and to sell, assign, or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any such trade marks, trade names and inventions, licenses, processes and the like or any such other property or rights.

To hold, purchase, or otherwise acquire, and to sell, or otherwise dispose of shares or bonds of any other company having objects wholly or in part similar to those of this company, or carrying on businesses capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company.

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertaking and business of any such corporation, and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company of any part thereof for such consideration as the company may deem proper, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To acquire or undertake the whole or any part

des affaires, propriété et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune affaire que la compagnie est autorisée à faire ou qui peuvent être profitable à la compagnie, et émettre des actions acquittées ou en partie acquittées de cette compagnie en considération ou partie de considération à cette fin ;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous biens ou droits qui peuvent être acquis par, ou pour tous services rendus ou pour tout travail fait pour la compagnie, ou dans ou pour le paiement ou acquittement des dettes et obligations appartenant à la compagnie ;

Accepter en paiement de toute dette due à la compagnie, du stock, des actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute compagnie ;

Acheter, ériger, construire ou autrement acquérir, posséder, affréter, maintenir, mettre en opération, conduire, naviguer et employer des bateaux à vapeur et autres, des barges, bacs et vaisseaux pour les fins de ses affaires ou autrement, et acheter ou acquérir autrement des actions dans aucun vaisseau ;

Construire, maintenir, changer, faire, posséder et mettre en opération sur propriété possédée ou contrôlée par la compagnie, et sur propriété voisine d'icelle, tous réservoirs, écluses, biez, conduits et autres voies, travaux, améliorations, estacades, vannes, pouvoirs d'eau, aqueduc, puits, fossés, canaux, quais, glissoires, jetées, chaussées, rouleaux à billots et autres érections et travaux qui peuvent être nécessaires ;

Placer les argents de la compagnie, non immédiatement requis en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèce, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie, appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire toutes autres affaires, (manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des susdites affaires, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter sa valeur, ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs en rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et nécessaires pour autoriser la compagnie à mettre ses entreprises en opération avec profit, sous le nom de "La Compagnie de Carrières de Beauport, Limitée", avec un capital total de quatre vingt-dix-sept mille piastres (\$97,000.00) divisé en neuf cent soixante-dix (970) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans le village de Beauport.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

3055-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Marie de Beauce, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-quatrième jour de juillet 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec.

3057-2

of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or which might be, of value to the company, and to issue paid up or partially paid up shares of this company in consideration or part consideration therefor ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or for any services rendered, or for any work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

To accept in payment of any debt due to the company, stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company ;

To purchase, build, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage, navigate and use steam and other boats, barges, scows, and vessels, for the purpose of its business or otherwise, and to purchase or otherwise, acquire shares in any ship ;

To construct, maintain, alter, make, own, and operate on property owned or controlled by the company, and on property adjacent thereto, all such reservoirs, dams, flumes, race and other ways, works, improvements, booms, sluice-ways, water powers, aqueducts, wells, ditches, canals, wharves, slides, piers, roadways, log rolls, and other erections and works as may be necessary ;

To invest the moneys of the company, not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company may have power to dispose of ;

To carry on any other business (manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified businesses, or calculated directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights, and to do all acts and exercise all powers incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated, and necessary to enable the company to profitably carry on its undertakings, under the name of "La Compagnie des Carrières de Beauport, Limitée", with a capital stock of ninety thousand dollars (\$97,000.00), divided into nine hundred and seventy (970) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at the village of Beauport.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

3056

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the parish of Sainte Marie de Beauce, Mutual Fire Insurance Company, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may legally transact.

Given pursuant to article 6950, S. R. P. Q., 1909, this twenty-fourth day of July, 1912.

For the Treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch.
Treasury Department, Québec.

3058

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., ch. 14, le Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à

RIMOUSKI, P. Q., le 2 JUILLET 1912.

CHICOUTIMI, P. Q., le 16 JUILLET 1912.

BROMPTONVILLE, P. Q., le 30 JUILLET 1912.

HULL, P. Q., le 20 AOUT 1912.

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureur et classificateur de bois.

Un honoraire de \$4.00 est payable d'avance.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Sous-ministre Terres et Forêts.

Québec, 12 juin 1912.

2393-3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à forêts social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

NOTICE

Is hereby given that in compliance with the act 54 Vict., ch. 14, the Board of Examiners of Cullers of the province of Quebec will meet at

RIMOUSKI, P. Q., on the 2nd JULY, 1912.

CHICOUTIMI, P. Q., on the 16th July, 1912.

BROMPTONVILLE, P. Q., on the 30th JULY, 1912.

HULL, P. Q., on the 20th AUGUST, 1912,

in order to proceed to the examination of persons desiring to qualify as log cullers and measurers.

A fee of \$4.00 is payable in advance.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister Lands and Forests.

Quebec, 12th June, 1912.

2394

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall give the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux lois particulières que de la Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

2161

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande

additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred in english, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

2162

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantanées, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges précieux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill,

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall

devra être adressée au greffier, en même temps que
a copie du bill pour être soumise au comité des
bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés
entre les mains du greffier, seront transmis sans
délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour
examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré
par le comité des bills privés avant la production
d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le
projet a été trouvé conforme aux Règles de la
Chambre indiquant en quel il déroge aux lois
générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas
redigé conformément à la présente règle devront le
recommencer et le faire imprimer de nouveau, à
leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un
bill privé lui conférant un privilège ou profit exclu-
sif, ou un avantage personnel ou collectif, ou deman-
dant quelque amendement à un statut en vigueur,
doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours
avant l'ouverture de la session, un exemplaire de
ce bill en français ou en anglais, et remettre en
même temps au comptable de la chambre une
somme suffisante pour payer l'impression de cinq
cents exemplaires en français et de trois cent cin-
quante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page
d'impression pour la traduction et cinquante centimes
par page pour la correction et la révision des
épreuves. La traduction doit être faite par les
officiers de la Chambre, et l'impression par l'entre-
preneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable
de la Chambre une somme de deux cents piastres,
outre le prix d'impression du bill dans le volume
des Statuts, et verser le reçu de ces paiements
entre les mains du greffier du comité auquel le bill
est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement
après la deuxième lecture du bill et avant que le
comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé
entre les mains du greffier, au moins quinze jours
avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est
pas présentée dans les premiers cinq jours de la
session, la somme à être payée au comptable sera
de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie
de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de
téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte
à une compagnie à fonds social ou d'amender telle
charte, ou d'amender une charte de cité ou de
ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé
entre les mains du greffier, au moins trois semaines
avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit
d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de
ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers
spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être consi-
déré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

2163

Greffier de l'Assemblée Législative.

be sent to the clerk at the same time that the copy
of the bill in order that it may be submitted to the
Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the
hands of the Clerk, shall be sent without delay to
the Special Law Officers for examination, and no
such Bill shall be submitted to the Committee on
Private Bills before the production of a report
from one of such officers certifying that such Bill
has been found to be in conformity with the rules
of this House, and indicating in what manner it
derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with
this Rule shall be re-cast by the promoters
reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private
Bill, giving any exclusive privilege or profit, of
corporate advantage, or for any amendment of an
existing Act, shall deposit with the Clerk of the
House, fifteen days before the opening of the Session
a copy of such Bill in the English or French lan-
guage, and shall, at the same time, deposit with the
Accountant of the House a sum sufficient to pay
for printing 350 copies in English and 500 copies in
French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter
for the translation and fifty cents per page for
correcting and revising the printing. The translation
shall be made by the officers of the House and the
printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the ac-
countant of the House a sum of two hundred dollars
and furthermore the cost of printing the Bill for
the Statutes, and shall lodge the receipt for the
same with the Clerk of the Committee to which
such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after
the second reading and before the consideration of
the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited
in the hands of the Clerk, at least fifteen days before
the opening of the session, and if the petition have
not been presented within the first five days of
the session, the amount to be paid to the accountant
shall be five hundred dollars, if it relate to a railway,
tramway, telegraph, telephone or lighting company,
or if it incorporate a joint stock company or amend
such act of incorporation or to amend the charter of
a city or town, and of three hundred dollars in all
other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been de-
posited in the hands of the Clerk, at least three weeks
before the opening of the session, if it relate to the
incorporation of any city or town or to the consoli-
dation of any such act or incorporation, such Bill
shall not be examined by the Special Law Officers
or printed nor shall it be taken into consideration
by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

2164

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montmagny. } Cour Supérieure.
No. 171.

Dame Antonia Eva Clavette, de la ville de Mont-
magny, district de Montmagny, a, ce jour, institué
une action en séparation de biens contre son mari,
Edouard Paquet, marchand, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 22 juillet 1912. 3013.2

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } Superior Court.
No. 171.

Dame Antonia Eva Clavette, of the town of
Montmagny, district of Montmagny, has, this day,
instituted an action for separation as to property
against her husband, Edouard Paquet, of the same
place, merchant.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 22nd July, 1912. 3014.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 4057.
 Dame Rose-Anna Desranleau, de la paroisse de
 Chambly, dans le district de Montréal, épouse
 commune en biens de Henri Pierre Roy, com-
 merçant, du même endroit, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Henri Pierre Roy, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause le 6 juillet 1912.

PERRON, TASCHEREAU,
 RINFRET & GENEST,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 29 juillet 1912. 3109

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No 3250.
 Dame Donalda Grignon, de la cité de Hull, district
 d'Ottawa, épouse commune en biens de Ubald
 Beaudin, restaurateur, du même lieu, dûment
 autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Ubald Beaudin, du même endroit, restaura-
 teur, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 26 juillet 1912.
 AUGUSTE LEMIEUX,
 Procureur de la demanderesse.
 Hull, 26 juillet 1912. 3093

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Gaspé, }
 Comté de Bonaventure. }
 Dame Margaret Grant MacNeill, de New Rich-
 mond, épouse de William McWhirter, fils de
 John, de New Richmond, dûment autorisée
 à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit William McWhirter, de New Richmond,
 dans le comté de Bonaventure, dans le dis-
 trict de Gaspé, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été in-
 tentée dans cette cause, le 25 juillet, 1912.
 New Carlisle, 26 juillet 1912.
 KELLY & MAGUIRE,
 3097 Procureurs de la demanderesse.

District de Montréal—Cour Supérieure.

Dame De Lima Bisailon, épouse commune en biens
 de Alfred Nourie, rentier, dûment autorisée, de
 la cité et du district de Montréal, Demanderesse ;
 vs
 Alfred Nourie, rentier, du même lieu ; Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, par la demanderesse contre son dit époux.

J. J. BEAUCHAMP,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 22 juillet 1912. 2991.2

Dame Jane Bradin du canton de Hull, district
 d'Ottawa, épouse commune en biens de Thomas
 Sims *alias* Simmons, ci-devant du même lieu, ab-
 sent de lieux inconnus, a institué une action en
 séparation de corps et de biens contre son mari.
 No 3199 des records de a cour supérieure, dit dis-
 trict.

ARTHUR McCONNELL,
 Procureur de la demanderesse.
 Hull, 23 juin 1912. 2659-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 4057.
 Dame Rose-Anna Desranleau, of the parish of
 Chambly, in the district of Montreal, wife com-
 mon as property of Henri Pierre Roy, merchant,
 of the same place, Plaintiff ;
 vs
 The said Henri Pierre Roy, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted against the defendant on the 6th July,
 1912.

PERRON, TASCHEREAU,
 RINFRET & GENEST,
 Attorneys for the plaintiff.
 Montreal, 29th July, 1912. 3110

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 3250.
 Dame Donalda Grignon, of the city of Hull, dis-
 trict of Ottawa, wife common as to property of
 Ubald Beaudin, of the same place, restaurant-
 keeper, duly authorized to appear in justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Ubald Beaudin, of the same place, res-
 taurant-keeper, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted herein on the 26th day of July, 1912.
 AUGUSTE LEMIEUX,
 Attorney for the plaintiff.
 Hull, 26th July, 1912. 3094

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Gaspé, }
 County de Bonaventure. }
 De. Margaret Grant MacNeill, of New Richmond,
 wife of William McWhirter, son of John,
 agent of New Richmond, duly authorized to
 ester en justice, Plaintiff,
 vs
 The said William McWhirter, of New Rich-
 mond, in the county of Bonaventure, in the
 district of Gaspé, Defendant.
 An action for separation as to property has
 been take herein, on the 25th day of July,
 1912.
 New Carlisle, 26th July, 1912.
 KELLY & MAGUIRE,
 3098 Attorneys for plaintiff.

District of Montreal.—Superior Court.

Dame De Lima Bisailon, wife common as to pro-
 perty of Alfred Nourie, *rentier*, duly authorized,
 of the city and district of Montreal, Plaintiff ;
 vs
 Alfred Nourie, *rentier*, of the same place, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted this day, by the plaintiff against her said
 husband.

J. J. BEAUCHAMP,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 22nd July, 1912. 2992

Dame Jane Bradin, of the township of Hull,
 district of Ottawa, wife common as to property of
 Thomas Sims *alias* Simmons, heretofore of the same
 place, an absentee in parts unknown, has instituted
 action in separation as to bed and board against
 her said husband. No. 3199 records superior court,
 said district.

ARTHUR McCONNELL,
 Plaintiff's attorney.
 Hull, 28th June, 1912. 2660

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 570.

Dame Laura Beaudoin, épouse commune en biens
de Joseph Jacob, contracteur, de la ville de
Saint-Tite, Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Jacob, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause, le 19^e jour de juillet 1912.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 22 juillet 1912. 2993.2

Canada, }
Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure*
Co. de Bonaventure. }

Dame Anna Guité de New Richmond, épouse de J.
P. Gauthier, marchand, du township de New
Richmond comté et district susdit, dûment auto-
risée à ester en justice. Demanderesse ;

vs
Le dit J. P. Gauthier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 27^eme jour de juin 1912.

J. A. MOUSSEAU,
2927.3 Procureur de la Demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3033.

Dame Flora Anna MacDonald, épouse commune en
biens de James Henry Leclair alias Henry
Leclair, ingénieur, de la cité de Lachine, district
de Montréal, judiciairement autorisée aux fins des
présentes, Demanderesse ;

vs
Le dit James Henry Leclair alias Henry Leclair,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause.

J. DUBREUIL,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 13 juillet 1912. 2885.3

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8903

Olympe Drouin, du canton d'Ely, district de Bed-
ford, épouse commune en biens de Edmond Tru-
deau, cultivateur, du même lieu, Demanderesse ;

vs
Le dit Edmond Trudeau, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée ce jour.

ROMULUS CLOUTIER,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 27 juin 1912. 2765-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2509.

Dame Délina Calvé, des cité et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de Michel Cour-
celle, du même lieu, journalier, et dûment auto-
risée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs
Michel Courcelle, journalier, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le 26 juin 1912.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 26 juin 1912. 2657-5

Province of Quebec, {
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No 570.

Dame Laura Beaudoin, wife common as to prop-
erty of Joseph Jacob, contractor, on the town of
Saint Tite, Plaintiff ;

vs
The said Joseph Jacob, Defendant.
An action for separation as to property has
been instituted in this cause, on the 19th day of
July, 1912.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Attornyes for plaintiff.
Three Rivers, 22nd July, 1912. 2994

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court*
Co. of Bonaventure. }

Dame Anna Guité, of New Richmond, wife of J.
P. Gauthier, merchant, of the township of New
Richmond, aforesaid county and district, duly
authorized to ester en justice. Plaintiff ;

vs
The said J. P. Gauthier, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 27th day of June,
1912.

J. A. MOUSSEAU,
2928 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3033.

Dame Flora Anna Macdonald, wife common as to
property of James Henry Leclair alias Henry
Leclair, engineer, of the city of Lachine, district
of Montreal, hereto judicially authorized, Plaintiff ;

vs
Said James Henry Leclair alias Henry Leclair,
Defendant.
An action for separation as to property has been
taken in this cause.

J. DUBREUIL,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 13th July, 1912. 2886

Province of Quebec. }
District of Bedford. } *Superior Court*
No. 8903.

Olympe Drouin, of the township of Ely, district of
Bedford, wife common as to property of Edmond
Trudeau, farmer, of the same place, Plaintiff ;

vs
The said Edmond Trudeau, Defendant.
An action for separation as to bed and board and
property has been instituted this days.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 27th June, 1912. 2766

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2509.

Dame Délina Calvé, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Michel
Courcelle, of the same place, laborer, duly au-
thorized "à ester en justice" Plaintiff ;

vs
Michel Courcelle, laborer, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 26th of June, 1912.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th June, 1912. 2658

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 1093, Dame Rose Aimé Couture, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Philias Morin, marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice par l'un des honorables juges de la cour supérieure du district de Montréal, Demanderesse; vs Philias Morin, marchand, des cité et district de Montréal. Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 juillet 1912. 2957.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 951.

Dame Mary Russell Seaton, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Oswald Mowatt, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Oswald Mowatt, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 29 juin 1912.

DUFF & MERRILL,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 juin 1912. 2713-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 240.

Dame Marie-Louise Lanthier, épouse de George Cholette, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

CHARLES BRUCHESI,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 juillet 1912. 2747.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2894.

Dame Eleanor Rosina Birkett Clark, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Archibald Weddell, du même lieu, garde-magasin et charretier, Demanderesse;

vs

Le dit John Archibald Weddell, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 juin 1912.

CRANKSHAW & CRANKSHAW,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 3 juillet 1912. 2705-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4041.

Zéphirine Pilon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Elzéar Bériault, forgeron, du même lieu, et dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse;

vs

Le dit Elzéar Bériault, Défendeur.
La demanderesse en cette cause a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PELLETIER, LETOURNEAU

& BEAULIEU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 28 juin 1912. 2699.5

Avis est par le présent donné que "The Evangelical Lutheran Church of the Redeemer", dans la cité de Montréal, a l'intention de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour être incorporée conformément aux statuts de Québec, 5 Ed. VII, chap. 21. 2981.2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Cour, No. 1093, Dame Rose Aimé Couture, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Philias Morin, merchant, of the same place, add duly authorized to ester en justice by one of the Honourable judges of the superior court of the district of Montreal, Plaintiff; vs Philias Morin, merchant, of the city and district of Montreal, Defendant. An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th July, 1912. 2958

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 240.

Dame Marie Louise Lanthier, wife of George Cholette, contractor, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her said husband.

CHARLES BRUCHESI,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th July, 1912. 2748

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 951.

Dame Mary Russell Seaton, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Oswald Mowatt, agent, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Oswald Mowatt, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 29th June, 1912.

DUFF & MERRILL,

Attorneys for plaintiff.

* Montreal, 29th June, 1912. 2714

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2894.

Dame Eleanor Rosina Birkett Clark, of the city and district of Montreal, the wife "commune en biens" of John Archibald Weddell, of the same place, storeman and driver, Plaintiff;

vs

The said John Archibald Weddell, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 27th June, 1912.

CRANKSHAW & CRANKSHAW,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd July, 1912. 2706

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 4041.

Zéphirine Pilon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Elzéar Bériault, blacksmith, of the same place,

Plaintiff;

vs

The said Elzéar Bériault, Défendeur.
The plaintiff in this case has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER, LETOURNEAU

& BEAULIEU,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 28th June, 1912. 2700

Notice is hereby given that "The Evangelical Lutheran Church of the Redeemer", in the city of Montreal, intends to present a petition to the Lieutenant Governor in council to be incorporated in accordance with statutes of Quebec, 5 Ed. VII, chap. 21. 2982

DISTRICT ELECTORAL DE GASPE

Elections provinciale du 15 mai 1912.

Dépenses d'élection du Dr Gustave Lemieux, candidat à la dite élection :	
Impressions	\$ 30.00
Télégrammes	15.00
Timbres	10.00
Voiture	75.00
Dépenses personnelles	150.00

\$280.00

Certifié,

(Signé) HENRY ENDERBY,
Agent d'élection.

Vraie copie,

Jas. T. Tuzo,
Officier-rapporteur.

Percé, 26 juillet 1912. 3099

DISTRICT ELECTORAL DE MONTREAL,
ST-GEORGES

Sommaire des dépenses d'élection de C. Ernest Gault, à l'élection du 15 mai 1912 :

Annonces	\$ 70.59
Impression	68.95
Fournitures	8.74
Postage	92.25
Téléphone	40.00
Loyer des chambres de comité	253.00
Salaires, etc., des chambres de comité	568.75

\$1,102.28

EDGAR N. ARMSTRONG,
Agent.

Certifié correct,

J. P. Cooke,
Officier rapporteur.

3077

DISTRICT ELECTORAL DE BEAUHARNOIS.

Extrait de l'état détaillé des dépenses légales faites par Edmond Arthur Robert, M. P. P., à l'élection du 15 mai 1912.

Loyers de comités, gardiens, mobilier, téléphones, secrétaires, chauffage, éclairage, estrades, etc.	\$1108 10
Charretiers, impressions, loyers de salles pour assemblées, comptes d'hôtels pour orateurs, etc.	386 25
Dépenses personnelles du candidat.	176 90

\$1671 25

ALFRED COSSETTE,
Agent du candidat E. A. Robert.

Vraie copie,

S. A. Brodeur,
Officier-rapporteur.

Valleyfield, 24 juillet 1912. 3081

DISTRICT ELECTORAL DE TEMISCA-MINGUE.

Dépenses légales d'élection du candidat hon. C. R. Devlin :

Payé à J. Maillard, registrateur pour listes électorales	\$ 17 00
Payé à M. J. De St. Laon, pour télégrammes et téléphones	3 50
Payé à M. H. Landreville, pour pension, voitures et salle de comité	215 00

\$235 50

A. E. GUAY,
Agent du candidat hon. C. R. Devlin.

Vraie copie,

J. Maillard,
Officier-rapporteur,
Ville-Marie, 2 juillet 1912.

3137

ELECTORAL DISTRICT OF GASPE

Provincial Elections of the 15th May 1912.

Elections expenses of Dr Gustave Lemieux, candidate at the said election :	
Printing	\$ 30.00
Telegrams	15.00
Postage stamps	10.00
Vehicles	75.00
Personal expenses	150.00

\$280.00

Certified.

(Signed) HENRY ENDERBY,
Election agent.

True copy,

Jas. T. Tuzo,
Returning officer.

Percé, 26th July, 1912. 3100

ELECTORAL DISTRICT OF MONTREAL,
ST. GEORGE

Summary of election expenses of C. Ernest Gault, in election on 15th May, 1912 :

Advertising	\$ 70.59
Printing	68.95
Supplies	8.74
Postage	92.25
Telephone	40.00
Rent committee rooms	253.00
Wages, etc., of committee rooms	568.75

\$1,102.28

EDGAR N. ARMSTRONG,
Agent.

Certifié correct,

J. P. Cooke,
Returning officer.

3078

ELECTORAL DISTRICT OF BEAUHARNOIS.

Abstract of detailed statement of legal expenses incurred by or on behalf of Edmond Arthur Robert, M. P. P., at the election of the 15th May 1912.

Rent of committee rooms, keepers, telephones, secretaries, heating, lighting, hustings, &c.	\$1108 10
Vehicles, impressions, rent of halls for meetings, hotel expenses for speakers.	386 25
Personal expenses of the candidate.	176 90

\$1671 25

ALFRED COSSETTE,
Agent of candidate E. A. Robert.

True copy,

S. A. Brodeur,
Returning officer.

Valleyfield, 24th July, 1912. 3082

ELECTORAL DISTRICT OF TEMISCA-MINGUE.

Legal election expenses of candidate hon. C. R. Devlin :

Paid to J. Maillard, registrar for electoral lists	\$ 17 00
Paid to Mr. J. St. Laon, for telegrams and telephones	3 50
Paid to H. Landreville, for board, vehicles and committee room.	215 00

\$235 50

A. E. GUAY,
Agent for candidate Hon. C. R. Devlin.

True copy,

J. Maillard,
Returning-officer,
Ville-Marie, 2nd July, 1912.

3138

**DISTRICT ELECTORAL DE MONTREAL,
ST. GEORGES.**

Sommaire des dépenses d'élection de A. T. Leggatt, à l'élection du 15 mai 1912 :

Annonces	\$465.80
Papeterie, journaux et afficheurs ..	40.30
Messenger and delivery Co	54.15
Salaires	130.00
Postage	3.75

\$694.00

MAXWELL MURDOCK,
Agent.

Certifié correct,
J. P. Cooke,
Officier rapporteur.

DISTRICT ELECTORAL DE MATANE.

Election du 15 mai 1912.

Etat détaillé des dépenses de J. E. Gagnon, écr.

Frais de voyage, pension et charretiers	\$ 75 00
Copie de listes électorales.....	41 30
Impressions.....	35 00
Télégrammes et téléphones.....	2 50

\$153 50

J. A. MARQUIS,
Agent.

Vraie copie,
C. E. BERNIER,
Officier-rapporteur. 3085

Dépenses faites pour l'élection du Dr. Aubin, au
Témiskaming, pour l'élection du 15 mai 1912.

A C. Saumure, pour voitures.....	\$ 74 00
" Amable Fleury.....	35 00
" A. Côté Guigues.....	19 75
Pour pension aux différentes places.....	37 25
Pour orateurs	125 00
Pour messages téléphoniques.....	2 35

\$293 35

(Signé) **J. D. BASTIEN,**
Agent.

Vraie copie,
J. MAILLARD,
Officier rapporteur.
Ville Marie, Co. Pontiac, P. Q., 28 mai 1912.
3135

DISTRICT ELECTORAL DE MATANE.

Election du 15 mai 1912.

Dépenses d'élection de Donat Caron, écuier.

Pension.....	\$ 53 00
Voitures.....	57 75
Comités.....	25 00
Télégrammes et téléphones..	7 00

\$142 75

JUST. DIONNE,

Vraie copie, Agent.
C. E. BERNIER,
Officier-rapporteur. 3083

DISTRICT ELECTORAL DE BEAUCE.

Dépenses d'Arthur Godbout, candidat à l'élection
du 15 mai 1912.

Dépenses personnelles.....	\$205 00
Impressions.....	15 00
Chantiers.....	57 00
Listes électorales.....	60 00
Location de salles de comités....	26 00

\$363 00

ARTHUR GODBOUT.

Taschereau Fortier,
Officier-rapporteur.
Beauceville, 15 juillet 1912. 3089

**ELECTORAL DISTRICT OF MONTREAL
ST. GEORGE**

Summary of election expenses of A. T. Leggatt, in election on 15th May, 1912.

Advertising	\$465.80
Stationery, newspapers and posters ..	40.30
Messenger and delivery Co	54.15
Wages	130.00
Postage	3.75

\$694.00

MAXWELL MURDOCK,
Agent.

Certified correct,
J. P. Cooke,
Returning officer, 3080

ELECTORAL DISTRICT OF MATANE.

Election of 15th May, 1912.

Detailed statement of election expenses of J. E. Gagnon, esquire.

Travelling expenses, board and carters...	\$ 75 00
Voters lists.....	41 30
Printings.....	35 00
Telegrams and telephones.....	2 50

\$153 80

J. A. MARQUIS,
Agent.

True copy,
C. E. BERNIER,
Returning officer. 3086

Expenses incurred for the election of Dr. Aubin, at
Témiskaming, for the election of 15th May, 1912.

To C. Saumure, for vehicles.....	\$ 74 00
To Amable Fleury.....	35 00
To A. Côté Guigues.....	19 75
For board at different places.....	37 25
For speakers.....	125 00
For telephone messages.....	2 35

\$ 293 35

(Signed) **J. D. BASTIEN,**
Agent.

True copy,
J. MAILLARD,
Returning officer.
Ville Marie, Co. Pontiac, P. Q., 28th May, 1912.
3136

ELECTORAL DISTRICT OF MATANE.

Election of the 15th May, 1912.

Detailed statement of expenses of Donat Caron, esq'

Board.....	\$ 53 00
Vehicles.....	57 75
Committees.....	25 00
Telephones and telegrams...	7 00

\$142 75

JUST. DIONNE,

True copy, Agent.
C. E. BERNIER,
Returning-officer. 3084

ELECTORAL DISTRICT OF BEAUCE.

Expenses of Arthur Godbout, a candidate at the
election of the 15th May, 1912.

Personal expenses.....	\$205 00
Printing.....	15 00
Carters.....	57 00
Electoral lists.....	60 00
Rent of committee rooms.	26 00

\$363 00

ARTHUR GODBOUT.

Taschereau Fortier,
Returning-officer.
Beauceville, 15th July, 1912. 3090

DISTRICT ELECTORAL DU COMTE DE
L'ASSOMPTION.

Etat détaillé des dépenses d'élection faites par le candidat, l'honorable Jean Prevost, et en son nom, à l'élection du 15 mai 1912, dans le dit district.

Comités.	\$10.00
Autres dépenses pour agents comme représentants.	\$14.75
Téléphones.	5.60
Dépenses personnelles du candidat pour logement, déplacement en voiture et en chemin de fer.	25.00

\$55.35

(Signé)

F. X. LEMIRE,
Agent.
V. GEOFFRION,
Officier-rapporteur.

3087

ELECTORAL DISTRICT OF THE COUNTY
OF L'ASSOMPTION

Detailed statement of election expenses incurred by the candidate, the Honorable Jean Prevost, and in his name, at the election of 15th May, 1912, in the said district.

Committees.	\$10.00
Other expenses for agents as representatives.	\$14.75
Telephones.	5.00
Personal expenses of the candidate for lodging and transport by vehicle and railway.	5.60

\$55.35

(Signed)

F. X. LEMIRE,
Agent.
V. GEOFFRION,
Returning officer.

3088

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
No 841.

Re Etienne Dugas, marchand, Ste Anne des Monts,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 29 juillet 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints, et MM. Charles Micklejohn et J. B. E. Letellier, de Québec, inspecteurs aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs conjoints.

Bureau : 93, rue Saint-Pierre.
Québec.

3129

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Thibault & St. Onge, Sorel, P. Q.,
Insolubles.

Avis est donné que, le 26e jour de juillet 1912, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse de la Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 août 1912.

3149

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Succession Louis Plante, Montréal, décédé.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 19 août 1912.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains, avant la date ci-haut mentionnée.

P. H. DUFRESNE,
Curateur.

Bureau de Vinet & Dufresne,
Bâtisse La Banque Nationale,
90, rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 août 1912.

3125

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de "Estate Maurice Paul Darwin."
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
No. 841.

Re Etienne Dugas, merchant, Ste-Anne des Monts,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 29th July, 1912, we were appointed joint curators, and Messrs. Charles Micklejohn and J. B. E. Letellier, of Quebec, inspectors to this estate.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

LARUE & TRUDEL,
Joint curators.

Office : 93, Saint Peter street.
Quebec.

3130

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

In the matter of Thibault & St. Onge, Sorel, P. Q.,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 26th day of July, 1912, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

La Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 3rd August, 1912.

3150

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In re estate Louis Plante, Montreal, deceased.

A first dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 19th August, 1912.

Any contestation of such dividend must be deposited with me, before the date above mentioned.

P. H. DUFRESNE
Curator.

Office of Vinet & Dufresne,
Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 3rd August, 1912.

3126

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Estate Maurice Paul Darwin.

Notice is hereby given that the first and final dividend has been prepared in this matter, and is

cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 20^e jour d'août, le ou après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, 142, rue Notre-Dame Ouest, Montréal.

S. R. CAMPBELL.

Curateur.

"Estate Maurice Paul Darwin".

142, rue Notre-Dame Ouest.

Montréal, 1^{er} août 1912.

3111

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 223.

Re Louis Riendeau, père, et L. A. Riendeau,
Insolvables.

Avis est par les présentes donné que, le vingt-deuxième jour de juillet courant, 1912, les susdits insolubles ont fait abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire, à Sweetburg, suivant la loi.

C. ERNEST A. TARTRE,

Gardien provisoire.

Granby, Qué., 26 juillet 1912.

3095

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 73.

Dans l'affaire de Napoléon Bourgeois,

Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 19^e jour d'août 1912, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALPHONSE F. GERVAIS,

Curateur.

Saint-Jean, 30 juillet 1912.

3131

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 147.

Dans l'affaire de C. A. Osborne, commerçant,

Failli.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19^e jour d'août 1912, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WM. T. HOOD,

Curateur.

Bureau du curateur,
512-14, Merchants Bank Building,
203, rue Saint-Jacques,
Montréal, 3 août 1912.

3153

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 127.

Dans l'affaire de Gilbert Desrosiers, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit débiteur insolvable a, le trentième jour de juillet 1912, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal.

MARTIN & SICOTTE,

Gardiens provisoires.

Bureau : 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Montréal, 31 juillet 1912.

3157

District de Richelieu.

In re Wilfrid Cartier, Saint-Marcel de Richelieu,
Insolvent.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 juillet 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 31 juillet 1912.

3151

open to objection until the 20th day of August, on and after which date the dividends will be payable at my office, 142, Notre Dame street West, Montreal.

S. R. CAMPBELL,

Curator.

Estate Maurice Paul Darwin.

142, Notre Dame street West.

Montreal, 1st August, 1912.

8112

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 223.

Re Louis Riendeau, sr, and L. A. Riendeau,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the twenty second day of July, 1912, the said insolvents has made a judicial assignment of their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary, at Sweetburg, according to law.

C. ERNEST A. TARTRE,

Provisional guardian.

Granby, Que., 26th July, 1912.

3096

Province of Québec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 73.

In the matter of Napoléon Bourgeois.

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and last dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 19th day of August, 1912, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ALPHONSE F. GERVAIS,

Curator.

Saint Jean, 30th July, 1912.

3142

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 147.

In the matter of C. A. Osborne, trader.

Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 19th day of August, 1912, after which date the dividends will be payable at my office.

WM. T. HOOD,

Curator.

Office of the curator,
512-14, Merchants Bank Building,
203, Saint James street.
Montreal, 3rd August, 1912.

3154

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 127.

In the matter of Gilbert Desrosiers, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, on the 30th day of July, 1912.

MARTIN & SICOTTE,

Provisional guardians.

Office : 60, Notre-Dame street East, Montreal.

Montreal, 31st July, 1912.

3158

District of Richelieu.

In re Wilfrid Cartier, Saint Marcel de Richelieu,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 12th July, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 31st July, 1912.

315 2

Licitation

Avis est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le quatorzième jour de mai 1912, dans une cause où Joseph Bélanger, du canton de Compton, dans le dit district, cultivateur, est demandeur, et Mathilda Bélanger, du canton de Saint-Edwidge de Clifton, dans le district de Saint-François, épouse d'Edouard Gosselin alias Alec Spink, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée par son dit mari et le dit Edouard Gosselin à l'effet des présentes; Nancy Bélanger, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, épouse d'Alec Hauver, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée par son dit mari et le dit Alec Hauver, à l'effet des présentes; Léonard Bélanger, d'Orléans, dans l'Etat du Vermont, E. U. A.; Richard Bélanger, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François; George Washington Bélanger, ci-devant résidant dans le district de Saint-François, mais maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique; John Mason Tillotson, de Saint-Johnsbury, dans l'Etat du Vermont; E. U. A.; Julia Elvira Boudreau, de Lowell, dans l'Etat de Massachusetts, E. U. A., épouse de Michael Golden, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari et le dit Michael Golden à l'effet des présentes; Frances Jane Boudreau, de la cité de Lowell, épouse de Joseph Boucher, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari et le dit Joseph Boucher à l'effet des présentes; Charles J. Boudreau alias Grand, de la dite cité de Lowell; Henrietta Boudreau, de la dite cité de Lowell, veuve de feu John Mara, en son vivant du même lieu; Hiram L. Boudreau, de la dite cité de Lowell; Ella V. Boudreau, de Uxbridge, dans l'Etat de Massachusetts, E. U. A., épouse de J. R. Andrews, du même lieu, vétérinaire, dûment autorisée par son dit mari et le dit J. R. Andrews à l'effet des présentes; Marguerite Bélanger, de Pawtucket, dans l'Etat de Rhode Island, E. U. A., veuve de feu Joseph Lamoureux; Alexis Lemaire de Pawtucket susdit, R. I.; Louis Lemaire, de Newport, dans l'Etat du Vermont, E. U. A.; Moses Lemaire et Michel Lemaire, ci-devant résidant dans le district de Saint-François, mais maintenant absents aux Etats-Unis d'Amérique; Lewis Shevenell, George Shevenell, Joseph Shevenell, John Shevenell, tous de Biddeford, Maine, E. U. A.; Israël Shevenell, de Portsmouth dans l'Etat du New Hampshire, E. U. A.; Caroline Shevenell, de Lowell Mass., susdit, veuve d'un nommé Pellerin; Julia Shevenell, de Pawtucket, susdit, R. I., épouse d'Arthur Landry, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari et le dit Arthur Landry à l'effet des présentes; Mary Shevenell, de Biddeford susdit, Maine, épouse d'Emile Lévesque, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari et le dit Emile Lévesque à l'effet des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit:

1. Ce certain morceau de terre située au township de Barford, dit district, connu et désigné comme étant le quart Est de la moitié Sud du lot numéro seize dans le onzième rang du dit township de Barford, supposé contenir vingt-cinq acres de terre plus ou moins, avec l'allouance usuelle pour les chemins publics. Ce morceau de terre est maintenant connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Barford sous le numéro seize A.

Licitation

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Sherbrooke in the district of Saint Francis the fourteenth day of May, 1912, in a cause in which Joseph Bélanger of the township of Compton, in said district, farmer, is Plaintiff and Mathilda Bélanger of the township of Saint Edwidge de Clifton in the district of Saint Francis, wife of Edouard Gosselin, alias Alec Spink of the same place, farmer, duly authorized by her said husband and the said Edouard Gosselin for the purpose of such authorization; Nancy Bélanger of the township of Clifton in the district of Saint Francis, wife of Alec Hauver of the same place, farmer, duly authorized by her said husband, and the said Alec Hauver for the purpose of such authorization; Leonard Bélanger, of Orleans in the state of Vermont, U. S. A., Richard Bélanger of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, George Washington Bélanger, formerly a resident in the district of Saint Francis, but now an absentee in the United States of America, John Mason Tillotson, of Saint Johnsbury in the State of Vermont, U. S. A., Julia Elvira Boudreau of Lowell in the State of Massachusetts, U. S. A., wife of Michael Golden of the same place, duly authorized by her said husband and the said Michael Golden for the purpose of such authorization; Frances Jane Boudreau of the said city of Lowell, wife of Joseph Boucher of the same place, duly authorized by her said husband and the said Joseph Boucher for the purpose of such authorization; Charles J. Boudreau alias Grand of the said city of Lowell; Henrietta Boudreau of the said city of Lowell, widow of the late John Mara, in his lifetime of the same place; Hiram L. Boudreau of the city of Lowell; Ella V. Boudreau of Uxbridge in the State of Massachusetts, U. S. A., wife of J. R. Andrews of the same place, veterinary surgeon, duly authorized by her said husband and the said J. R. Andrews for the purpose of such authorization; Marguerite Bélanger of Pawtucket, in the State of Rhode Island, U. S. A. widow of the late Joseph Lamoureux; Alexis Lemaire, of said Pawtucket, R. I.; Louis Lemaire, of Newport in the State of Vermont, U. S. A., Moses Lemaire and Michel Lemaire, formerly residents in the district of Saint Francis but now absentees in the United States of America; Lewis Shevenell, George Shevenell, Joseph Shevenell, John Shevenell all of Biddeford, Maine, U. S. A., Israël Shevenell of Portsmouth in the State of New Hampshire U. S. A.; Caroline Shevenell of said Lowell, Mass., widow of one Pellerin; Julia Shevenell of said Pawtucket, R. I., wife of Arthur Landry of the same place, duly authorized by her said husband and the said Arthur Landry for the purpose of such authorization; Mary Shevenell of said Biddeford, Maine, wife of Emile Lévesque of the same place duly authorized by her said husband and the said Emile Lévesque for the purpose of such authorization, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows:

1. That certain piece of land situated in the township of Barford in the said district known and designated as being the east quarter of the south half of lot number sixteen in the eleventh range of the said township of Barford, supposed to contain twenty-five acres of land more or less with the usual allowance for public highways, which piece of land is now known on the cadastral plan and book of reference of the said township of Barford as sixteen A.

2. Ce morceau de terre connu et désigné comme étant soixante-dix-sept acres et demi à être détachés du bout Nord de la moitié sud du lot numéro quinze dans le onzième rang du dit township de Barford avec l'allowance ordinaire pour les chemins publics et toutes les bâtisses et améliorations dessus faites, circonstances et dépendances.

Ce morceau de terre est maintenant connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Barford, sous le numéro quinze B.

3. Un autre morceau de terre sis et situé au dit township de Barford faisant partie du lot numéro dix-sept dans le rang dix du dit township de Barford décrit comme suit :

Commencant à un poteau sur le côté est du chemin divisant le township de Barnston du township de Barford, vers le sud, cent cinquante-trois pieds du coin sud-ouest d'un terrain appartenant au Rev. J. B. Chartier sur le dit lot dix-sept, de là, vers l'Est sur le côté sud d'un chemin projeté quatre rods à un poteau, de là vers le sud parallèle avec la ligne de division des dits townships sept rods, de là vers l'Ouest parallèle avec la ligne en premier lieu mentionnée quatre rods au côté est du chemin en premier lieu mentionné, de là sur quatre rods au point de départ, contenant vingt-huit rods en superficie, avec toutes les bâtisses et améliorations dessus faites et érigées, circonstances et dépendances.

Ce morceau de terre est maintenant connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Barford comme lot numéro dix-sept—16.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charger ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

W. L. SHURTLEFF,
Procureur du demandeur.

Coaticook, 6 juillet 1912. 2731

La publication du 13 juillet 1912 est nulle.

[Première publication, 27 juillet 1912.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux ci-dessous mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : **O. BOLDUC** et **AL. De No 2040.** mandeurs; contre **JOSEPH ROY**, Défendeur.

Les lots numéros trente-un (31) et trente-deux (32), de la subdivision cadastrale numéro quatre cent soixante-un (461), du village de Kingsville, maintenant la ville de Thetford Mines—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2. That certain piece of land known and designated as being seventy-seven acres and a half to be detached from the north end of the south half of lot number fifteen in the eleventh range of the said township of Barford with the ordinary allowance for public highways and all the buildings and improvements thereon made, circumstances and dependencies which piece of land is now known and designated on the cadastral plan and book of reference of the said township of Barford as fifteen B.

3. Another piece of land being and situated in the said township of Barford forming part of lot No. 17 in the tenth range of the said township of Barford described as follows :

Commencing at a post upon the east side of the road dividing the township of Barnston from the township of Barford towards the south one hundred and fifty three feet from the south west corner of a lot belonging to the Rev. J. B. Chartier upon the said lot seventeen, thence towards the east upon the south side of a projected road four rods to a post thence towards the south parallel with the division line of the said township seven rods, thence towards the west parallel with the line firstly mentioned four rods to the east side of the road first mentioned; thence south four rods to the point of departure, containing 28 rods in superficies with all the buildings and improvements thereon made and erected, circumstances and dependencies, which piece of land is now known on the cadastral plan and book of reference of the said township of Barford as lot number seventeen—16.

The immoveables herein above described will be put at auction and adjudged to the highest and last bidder on the TENTH day of SEPTEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon sitting the court in the court house, in the city of Sherbrooke, in said district, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

W. L. SHURTLEFF,
Attorney for Plaintiff.

Coaticook, 6th July, 1912. 2732

The publication of the 13th July, 1912, is null.

[First published, 27th July, 1912.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Québec.

Arthabaska, to wit : **BOLDUC** et **AL. Plain No. 2040.** } **O. tiffs**; against **JOSEPH ROY**, Defendant.

The lots numbers thirty-one (31) and thirty-two (32), cadastral subdivision number four hundred and sixty one (461), of village of Kingsville, now the town of Thetford Mines—with buildings thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Maurice de Thetford, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1912, à NEUF heures de l'avant-midi.

GUST. PICHER,
Bureau du shérif, Député shérif.
Arthabaska, 29 juillet 1912. 3127
[Première publication, 3 août 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.
Provinces de Québec, } ANGUS CAZA, De-
District de Beauharnois, } mandeur : vs LE
No 2143. } CLUB DE CHASSE
ET DE PECHE "LE SALABERRY", Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :
Les bâtiesse seulement érigées sur l'immeuble ci-après décrit, savoir :
Les bâtiesse seulement érigées sur le morceau de terre sis et situé dans le lac Saint-François, dans le comté Huntingdon, district de Beauharnois, et désigné comme suit : L'île No 10, contenant deux acres, plus ou moins, située dans le dit lac Saint-François, vis-à-vis le premier rang du canton de Godmanchester, propriété du demandeur.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, comté de Huntingdon, VENDREDI, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain 1912, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,
Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 10 juillet 1912. 2815.2
[Première publication, 13 juillet 1912.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.
Province de Québec, } PHILOMENE PARENT,
District de Bedford, } Demanderesse ; contre
No 8859. } les meubles et immeubles de
JOSEPH DERAGON. Défendeur.

Cette terre située dans le septième rang, arpentage primitif, du canton de Granby, dans le district de Bedford, maintenant connue sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, comme lots numéros six cent soixante et cinq (665), six cent quatre-vingt deux (682) et six cent quatre-vingt sept (687), contenant trente-trois acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHS. S. COTTON,
Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 30 juillet 1912. 3133
[Première publication, 3 août 1912.]

To be sold at the parochial church door at Saint Maurice of Thetford, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, 1912, at NINE o'clock in the forenoon.

GUST. PICHER,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Arthabaska, 29th July, 1912. 3128
[First published, 3rd August, 1912.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
Province of Quebec, } ANGUS CAZA,
District of Beauharnois, } Plaintiff ; vs
No. 2143. } LE CLUB DE CHASSE ET DE PECHE "LE SALABERRY", Defendant.

As belonging to the defendant :
The buildings only erected on the immoveable hereinafter described, to wit :

The buildings only erected on the piece of land being and situate in Lake Saint Francis, in the county of Huntingdon, district of Beauharnois, and designated as follows : Island No. 10, containing two acres, more or less, situate in the said Lake Saint Francis, opposite the first range of the township of Godmanchester, the property of the plaintiff.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, county of Huntingdon, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of AUGUST next, 1912, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE. D'AMOUR,
Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 10th July, 1912. 2816
[First published, 13th July, 1912.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.
Province of Quebec, } PHILOMENE PARENT,
District of Bedford, } Plaintiff ; against the
No. 8859. } goods and lands of JOSEPH DERAGON, Defendant.

That certain farm situate in the seventh range of the primitive survey of the township of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Granby, as lots numbers six hundred and sixty five (665), six hundred and eighty two (682), and six hundred and eighty seven (687), containing thirty three acres, more or less—with all improvements, more or less.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Granby, in the village of Granby, and in the district of Bedford, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 30th July, 1912. 3134
[First published, 3rd August, 1912.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir : } **A** CIE DESJARDINS,
No 3856. } de Saint-André ; contre
LEANDRE TREMBLAY.

Tout ce lopin de terre ou emplacement mesurant 45 pieds de largeur sur une profondeur d'environ 155 pieds, formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro 204, lequel est borné vers le nord et vers l'est par le terrain de la Cie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, vers le sud par le terrain réservé pour la rue Racine, et vers l'ouest par le terrain de Adélard Leclerc—avec ensemble les bâtisses dessus érigées et autres dépendances ; aussi le droit à perpétuité à un chemin de huit pieds de largeur le long du plan ouest de la maison et jusqu'à dix pieds en arrière d'icelle, aussi le droit de faire déborder le toit de la maison susmentionnée jusqu'au milieu du dit chemin et de laisser et mettre des ouvertures du côté ouest de cette maison, lors même qu'elle est actuellement érigée sur la limite de ce chemin.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Chicoutimi, 29 juillet 1912. 3113
[Première publication, 3 août 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir : } **A** VILLE DE CHI-
No 1764. } COUTIMI ; vs **DAME**
ADELAIDE RICHARD.

Tout ce lopin de terre ou emplacement, comprenant d'après le cadastre officiel pour le quartier est de la ville de Chicoutimi, les lots numéros 142 et 142A, lequel est borné au sud-est par le terrain réservé pour la rue Bégin, au nord-ouest par le terrain de François Tremblay (Romaine), au sud-ouest par le terrain de Joseph Gauthier, et au nord-est par la rue Verchère—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le QUATORZIEME jour d'AOUT, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 9 juillet 1912. 2809.2
[Première publication 13 juillet 1912.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **A** DELARD SAINT-JEAN,
No 6124. } mouleur, Demandeur ;
contre **EMILIEN DIEUDONNE BERTHOLET,**
Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Joliette, connue et désignée sous le numéro (172) cent soixante-et-douze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, contenant trois arpents de front

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } **A** CIE DESJARDINS,
No. 3856. } of Saint André ; against
LEANDRE TREMBLAY.

To whole of that certain parcel of land or emplacement measuring 45 feet in width by a depth of about 155 feet, forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the number 204, which is bounded on the north and east by the land of the Quebec & Lake Saint John Railway, on the south by the land reserved for Racine street, and on the west by the land of Adélard Leclerc—together with the buildings thereon erected and other dependencies, also the right in perpetuity in a road eight feet in width on the western side of the house and running ten feet in the rear of same, also the right to project the roof of the above mentioned house to the middle of the said road and to leave and put openings on the western side of the said house, even though it be actually erected on the border of the said road.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 29th July, 1912. 3114
[First published, 3rd August, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit : } **A** VILLE DE CHICOU-
No 1764. } TIMI ; vs **DAME ADE-
LAIDE RICHARD.**

All that certain parcel of land or emplacement comprising according to the official cadastre for the east ward of the town of Chicoutimi, the lots numbers 142 and 142A, being bounded on the south east by the land reserved for Bégin street, on the north west by the land of François Tremblay (Romaine), on the south west by the land of Joseph Gauthier, and on the north east by Verchère street—with buildings and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the FOURTEENTH day of AUGUST, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Shérif.
Chicoutimi, 9th July, 1912. 2810
[First published, 13th July, 1912.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **A** DELARD ST. JEAN,
No. 6124. } moulder, Plaintiff ;
against **EMILIEN DIEUDONNE BERTHOLET,**
Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Thomas, in the district of Joliette, known and designated under the number one hundred and seventy two, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Thomas, containing

sur vingt arpents de profondeur, et bâtie d'une grange, d'une maison et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, le VINGT-HUITIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 22 juin 1912. 3075
[Première publication, 3 août 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **THE ROYAL BANK OF**
No 623. } **CANADA,** Demanderesse ;
contre JEAN-BAPTISTE ROBITAILLE, Défendeur.

1° Le lot de terre No cinq (No 5), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

2° Le lot de terre No six (No 6), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

3° Le lot de terre No sept (No 7), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

4° Le lot de terre No treize (No 13), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

5° Le lot de terre No seize (16), du cinquième rang du canton Joliette, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Emélie de l'Energie, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 9 juillet 1912. 2803.2
[Première publication, 13 juillet 1912.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } **THEOPHILE LE-**
No 162. } **MIEUX,** de Saint-
Camille, Demandeur ; contre HONORE RUEL, de la paroisse de Buckland, Défendeur.

Un emplacement contenant une perche de trois-quarts de large sur sept perches de profondeur ; borné au nord par Jean Baillargeon, au sud au chemin public, au sud-est à Dame Cyrille Ruel, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro sept A (7 A), dixième rang nord-ouest du canton Buckland—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Buckland, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1912, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 1er août 1912. 3167
[Première publication, 3 août 1912.]

three arpents in front by twenty arpents in depth, —with a barn, house and dependencies thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, on the TWENTY EIGHTH day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 22nd June, 1912. 2578
[First published, 3rd August, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **THE ROYAL BANK OF**
No. 623. } **CANADA,** Plaintiff ; against
JEAN BAPTISTE ROBITAILLE, Defendant.

1. The lot of land number five (No. 5), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie —with the buildings there may be erected thereon.

2. The lot of land number six (No. 6), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie —with the buildings there may be erected thereon.

3. The lot of land number seven (No. 7), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie —with the buildings there may be erected thereon.

4. The lot of land number thirteen (No. 13), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie—with the buildings there may be erected thereon.

5. The lot of land number sixteen (No. 16), of the fifth range of the township of Joliette, of the official cadastre of the parish of Sainte Emélie de l'Energie—with the buildings there may be erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Emélie de l'Energie, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 9th July, 1912. 2804
[First published, 13th July, 1912.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } **THEOPHILE LEMIEUX,**
No. 162. } of Saint Camille, Plain-
tiff ; against HONORE RUEL, of the parish of Buckland, Defendant.

A lot of ground containing one perch and three quarters in width by seven perches in depth ; bounded on the north by Jean Baillargeon, on the south by the public road, on the south east by Dame Cyrille Ruel, known and designated as forming part of the lot number seven A (7A), in the tenth range north west of the township of Buckland—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Buckland, the THIRD day of SEPTEMBER next, 1912, at TEN o'clock forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 1st August, 1912. 3168
[First published, 3rd August, 1912.]

**MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montmagny.
Montmagny, à savoir : } **N RE DAME E. A.**
No 111. } **GUIMONT, failli ; et**
J. A. LARUE et EUG. TRUDEL, curateurs.
No. 1.

A.—Un certain immeuble situé dans le premier rang du Cap St-Ignace, faisant partie du lot cadastral numéro cent trente-deux (132), formant une contenance superficielle d'environ quatre arpents ; borné au nord partie par Olive Gagné, partie par Alfred Fortin, à l'ouest partie par la route publique, partie par Edmond Morin, Joseph Richard *et al*, au sud par Pierre Morin, et à l'est par Auguste Bernier—avec ensemble les bâtisses dessus construites.

B.—Un petit terrain faisant encore partie du dit lot numéro cent trente-deux (132), largeur de vingt-sept pieds du nord jusqu'au terrain ci-dessus décrit à l'est ; borné au nord par Joseph Bernier, au sud par Olive Gagné.

No 2.

Un immeuble situé en le premier rang du dit Cap Saint Ignace, faisant partie du lot cadastral numéro cent quarante-deux (142), formant environ cinquante perches en superficie ; borné au sud par Pierre Morin, à l'est par la dite route publique, au nord-est par Jos. Sylvestre, au sud-ouest par G. P. Bernier—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint-Ignace, en deux lots séparés ; les lots décrits en premier lieu par A et B, vendus comme un seul lot, le lot décrit sous le No deux en deuxième lieu décrit vendu seul, le QUATREZIEME jour d'AOUT prochain 1912, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 10 juillet 1912. 2817.2
[Première publication, 13 juillet 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **ALFRED CADIEUX et**
No. 3716. } **JOSEPH BRIARD,**
tous deux entrepreneurs-plombiers, des cités et district de Montréal, et y ayant fait affaires ensemble comme tels, sous la raison sociale de "Cadieux & Briard", Demandeurs ; contre les terres et tenements d'ANTOINE VIENS, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre borné en front par la rue Cartier—avec bâtisses dessus érigées, connu et désigné comme étant le numéro trois cent trente (330), de la subdivision officielle du lot numéro primitif cent cinquante-trois (153), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, et situé dans le quartier de Lorimier, de la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 30 juillet 1912. 3141
[Première publication, 3 août 1912.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montmagny.
Montmagny, to wit : } **N RE DAME E. A. GUI-**
No. 111. } **MONT, insolvent ; and**
J. A. LARUE and EUG. TRUDEL, curators.
No. 1.

A.—A certain immoveable situate in the first range of Cap St. Ignace, forming part of cadastral lot number one hundred and thirty two (132), of a superficial area of about four arpents ; bounded on the north partly by Olive Gagné and partly by Alfred Fortin, on the west partly by the public road, partly by Edmond Morin, Joseph Richard *et al*, on the south by Pierre Morin, and on the east by Auguste Bernier—together with the buildings erected thereon ;

B.—A little lot also forming part of the said lot number one hundred and thirty two (132), of a width of twenty seven feet from the north to the land hereabove described on the east ; bounded on the north by Joseph Bernier, on the south by Olive Gagné.

No. 2

An immoveable situate on the first range of the said Cap St. Ignace, forming part of cadastral lot number one hundred and forty two (142), of about fifty perches in superficies ; bounded on the south by Pierre Morin, on the east by the said public road, on the north east by Jos. Sylvestre, on the south west by G. P. Bernier—together with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap Saint Ignace, in two separate lots ; the lots firstly described by A and B to be sold as one lot, the lot described under the No. two secondly described to be sold alone, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 10th July, 1912. 2818
[First published, 13th July, 1912.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **ALFRED CADIEUX AND**
No. 3716. } **JOSEPH BRIARD, both**
contracting plumbers, of the city and district of Montreal, and having there done business as such together under the firm name of "Cadieux and Briard", Plaintiffs ; against the lands and tenements of ANTOINE VIENS, of the same place, Defendant.

A lot of land bounded in front by Cartier street—with buildings thereon constructed, known and designated as being lot number three hundred and thirty (330), of the official subdivision of primitive lot number one hundred and fifty three (153), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, and situated in de Lorimier ward, of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 30th July, 1912. 3142
[First published, 3rd August, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **MICHAEL GORMAN**,
No 2194. } des cité et district de
Montréal, gentilhomme, Demandeur ; contre les
terres et tenements de **WILLIAM G. A. McDONALD**,
du même lieu, Défendeur.

Ce lot de terre faisant front sur la rue Fullum, et maintenant connu comme subdivision numéro cinq, sur la subdivision officielle du lot numéro quatorze cent soixante (1460-5), sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, dans la cité de Montréal, contenant vingt deux pieds six pouces de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit de se servir de la ruelle en arrière en commun avec autres y ayant droit et avec les bâtisses et constructions sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 10 juillet 1912. 2805
[[Première publication, 13 juillet 1912.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **THE MUNRO & MCINTOSH**
No 2850. } CO. LIMITED, Deman-
deresse ; contre **JOSEPH O. GAUTHIER ET AL.**
Défendeurs, à savoir :

Saisies comme appartenant au dit Joseph O. Gauthier, défendeur.

1° La moitié indivise du tiers est du lot cent cinquante (150), de la paroisse de Sainte Angélique, dans le district d'Ottawa—avec bâtisses.

2° La moitié indivise du lot numéro cent cinquante et un (151), dans la dite paroisse de Sainte Angélique—avec bâtisses, situé sur la rue Saint Julien, dans le village de Papineauville.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte Angélique, à Papineauville, le TREIZIEME jour d'AOUT 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 8 juillet 1912. 2763.2
[[Première publication, 13 juillet 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **WILFRID GIROUX ; vs**
No 1158. } **CYRILLE GIROUX, à**
savoir :

La moitié sud-ouest des lots Nos 305 et 306 (trois cent cinq et trois cent six), du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, étant la moitié d'un emplacement ; borné au nord au chemin

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **MICHAEL GORMAN, of**
No. 2194. } the city and district of
Montreal, gentleman, Plaintiff ; against the lands
and tenements of **WILLIAM G. A. McDONALD**,
of the same place, Defendant.

That certain lot fronting on Fullum street, and now known as subdivision number five, on the official subdivision of lot number fourteen hundred and sixty (1460-5), on the official plan and book of reference of the Saint Mary's ward, in the city of Montreal, containing twenty two feet six inches in width by one hundred feet in depth, english measure, and more or less—with the right of use of the lane in rear in common with others having rights therein and with the buildings and erections thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 10th July, 1912. 2806.2
[First published, 13th July, 1912.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **THE MUNRO & MCINTOSH**
No. 2850. } CO. LIMITED, Plaintiff ;
against **JOSEPH O. GAUTHIER ET AL.**, Defendants, to wit :

Seized as belonging to said Joseph O. Gauthier, defendant.

1. The undivided half of the east one-third of lot one hundred and fifty (150), of the parish of Sainte Angélique, in the district of Ottawa—with buildings.

2. The undivided half of lot number one hundred and fifty-one (151), in the said parish of Sainte Angélique—with buildings situate of Saint Julien street, in the village of Papineauville.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Angélique, at Papineauville, on the THIRTEENTH day of AUGUST, 1912, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 8th July, 1912. 2764
[First published, 13th July, 1912.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **WILFRID GIROUX ; vs**
No. 1158. } **CYRILLE GIROUX, to**
wit :

The south west half of lots Nos. 305 and 306 (three hundred and five and three hundred and six), of the official cadastre of the parish of Beauport, being the one half of a lot bounded on the north

public de Beauport, au nord-est à une route de neuf pieds de largeur, au bout nord, et 8 pieds de largeur au bout sud, au sud au bout de la profondeur, et au sud-ouest à Léonidas Bélanger, mesurant la dite moitié d'emplacement environ 25 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Beauport, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif,
Quebec, 1er août 1912.

Député shérif.
3161

[Première publication, 3 août 1912.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : { **A** LFRED LACROIX, Demandeur ; contre JOSEPH PELOQUIN, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint Guillaume d'Upton, sur le quatrième rang, étant le lot numéro sept cent vingt-deux et une petite partie du lot numéro sept cent dix-sept du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton (lot No 722 et pt. lot No 717), contenant environ cinq arpents en superficie ; tenant devant au chemin de front du dit rang, en arrière à Aurélien Cauchon, au sud-ouest à Louis Côté et Athanase Boucher, au nord-est à Nazaire Desjarlais, Aurélien Cauchon et à la commission scolaire—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le QUATRIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif,
Sorel, 31 juillet 1912.

Shérif.
3155

[Première publication, 3 août 1912.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, à savoir : { **J** OSEPH LAFLAMME, Demandeur ; contre EPHREM LAFLAMME, Défendeur.

Un terrain situé à Emileville, en la paroisse de Saint-Pie, de quatre perches de large sur un arpent et deux perches de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Pie, sous le numéro huit cent onze (811)—avec une bâtisse exploitée comme fromagerie et toutes les machines et accessoires servant à l'exploitation d'icelle fromagerie, et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

by the Beauport highway, on the north east, by a by-road of nine feet in width, at the north end and eight feet in width at the south end, on the south by the end of its depth, and on the south west by Léonidas Bélanger, such half lot measuring about twenty five feet in front by eighty feet in depth, more or less, english measure—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Beauport, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the morning.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,
Quebec, 1st August, 1912.

Sheriff.
3162

[First published, 3rd August, 1912.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : { **A** LFRED LACROIX, Plaintiff ; No. 2635. } against JOSEPH PELOQUIN, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint-Guillaume d'Upton, in the fourth range, being lot number seven hundred and twenty two and a small portion of lot number seven hundred and seventeen, of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton (lot No. 722 and pt lot No. 717) containing about five arpents in superficies ; bounded in front by the front road of said range, in rear by Aurélien Cauchon, on the south west by Louis Côté and Athanase Boucher, on the north east by Nazaire Desjarlais, Aurélien Cauchon and the school commission—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, the FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office,
Sorel, 31st July, 1912

Sheriff.
3156

[First published, 3rd August, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : { **J** OSEPH LAFLAMME, Plaintiff ; against EPHREM LAFLAMME, Defendant.

A piece of land situate at Emileville, in the parish of Saint Pie, forming four perches in front by an arpent and two perches in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Pie, under the number eight hundred and eleven (811)—with a building used as a cheese factory and all the machinery instruments and accessories used for the making manufacture of cheese, and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Pie, comté de Bagot, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain (1912), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 8 juillet 1912. 2785.2
[Première publication, 13 juillet 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux espcifia tel que mentionné plus bas.

— FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **HERCULE G A -**
No 174. } **GNON**, Deman-
deur : contre NEREE GAGNON, Défendeur.

Une grange en bois de quarante-six pieds de longueur sur trente pieds de largeur, bâtie sur le lot de terre situé entre la ville de Louiseville, appelé bas de côte, portant le numéro quatre cent quatre-vingt-trois (483), du cadastre officiel de la ville de Louiseville, à la charge par l'adjudicataire d'un bail fait entre le défendeur et Adélaré Sicard, pour le dit terrain en date du 2 octobre 1909.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, à Louiseville, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 10 juillet 1912. 2791.2
[Première publication, 13 juillet, 1912].

— FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH EUGÈNE**
No 285. } **VAUGEUIS**, De-

mandeur ; contre THE BELGO CANADIAN PULP PAPER COMPANY LIMITED, corporation étrangère, ayant sa principale place d'affaires à Bruxelles, Belgique, faisant affaires dans la province de Québec, et ayant un bureau et un agent à Shawinigan Falls, dans le comté de Saint Maurice. Défenderesse ; et Sylviano Dugal, curateur en délaissement.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse sur le dit curateur en délaissement, savoir :

1° Le lot de terre B 1, du troisième rang de la rivière Mékinac, dans la seigneurie de Batiscan, dans le comté de Champlain, du contenu de 20 arpents et 46 perches en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé en la seigneurie de Batiscan, étant le lot No B 2, dans le troisième rang de la rivière Mékinac, dans la dite seigneurie, du comté de Champlain, contenant 90 arpents de terre en superficie, n'étant point cadastré.

3° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, comté de Champlain, étant le No C du troisième rang dans la seigneurie de Batiscan, contenant 140 arpents.

4° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, comté de Champlain, étant le No 91, du deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, de la contenance de 86 arpents.

5° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, étant le No 92, du deuxième rang dans la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain, contenant 90 arpents.

6° Le lot de terre No 93, contenant 86 arpents dans le deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain.

7° Le lots de terre No 94, contenant 96 arpents et 90 perches dans le premier rang de la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain.

Saint Pie, county of Bagot, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 8th July, 1912. 2786
[First published, 13th July, 1912].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

— FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **HERCULE GAGNON**,
No 174. } **Plaintiff ; against**
NEREE GAGNON, Defendant.

A wooden barn forty six feet in length by thirty feet in width, built on the lot of land situate in the town of Louiseville, called Bas de Côte, bearing the number four hundred and eighty three (483), of the official cadastre of the town of Louiseville, subject to the charge of the purchaser of a lease made between the defendant and Adélaré Sicard, for the said lot dated the 2nd October, 1909.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, at Louiseville, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office. Shérif.
Three Rivers, 10th July, 1912. 2792
[First published, 13th July, 1912].

— FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **JOSEPH EUGÈNE**
No. 285. } **VAUGEUIS**, Plaintiff ;

against THE BELGO CANADIAN PULP AND PAPER COMPANY, LIMITED, a foreign company having its chief place of business in Brussels, Belgium, carrying on business in the province of Quebec, and having an office and agent at Shawinigan Falls, in the county of Saint Maurice, Defendant, and Sylviano Dugal, curator to the surrender.

Seized as belonging to the said defendant, on the said curator to the surrender, to wit :

1. The lot of land B-1, in the third range of the Mékinac river, in the seigniorie of Batiscan, in the county of Champlain, containing 20 arpents and 46 perches in superficies, more or less—circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate in the seigniorie of Batiscan, being lot No. B-2, in the third range of the Mékinac river, in the said seigniorie of the county of Champlain, containing 90 arpents of land in superficies, not cadastred.

3. A lot of land situate in the parish of Saint Roch de Mékinac, county of Champlain, being the No. C of the third range, in the seigniorie of Batiscan, containing 140 arpents.

4. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, county of Champlain, being the No. 91, of the second range of the seigniorie of Batiscan, containing 86 arpents.

5. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de Mékinac, being the No. 92, of the second range of the seigniorie of Batiscan, county of Champlain, containing 90 arpents.

6. The lot of land No. 93, containing 86 arpents, in the second range of the seigniorie of Batiscan, county of Champlain.

7. The lot of land No. 94, containing 96 arpents, and 90 perches in the first range of the seigniorie of Batiscan, county of Champlain.

8° Les lots de terre Nos 94, 55 contenant 86 arpents chacun, tous deux situés dans le deuxième rang de la seigneurie de Batiscan, dans le comté de Champlain.

9° Les lots de terre Nos 9 et 10, contenant 100 arpents chacun, tous deux situés dans le troisième rang sud-est de la rivière Saint-Maurice, dans la dite seigneurie de Batiscan, étant respectivement désignés sous les Nos 225 et 226, du cadastre officiel de Saint-Jacques des Piles, comté de Champlain.

10° Le lot de terre No 10, dans le deuxième rang sud-est de la rivière Saint-Maurice, (partie au sud-est de la seigneurie), de la dite seigneurie de Batiscan, étant connu et désigné sous le No 204, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, comté de Champlain.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 10 juillet 1912. 2789.2
Première publication, 13 juillet 1912.]

8. The lots of land Nos. 94-95, containing 86 arpents each, both situate in the second range of the seigniorie of Batiscan, in the county of Champlain.

9. The lots of land Nos. 9 and 10, containing 100 arpents each, both situate in the third south east range, of the Saint Maurice river, in the said seigniorie of Batiscan, being respectively designated under the Nos. 225 and 226, of the official cadastre of Saint Jacques des Piles, county of Champlain.

10. The lot of land No. 10, in the second south east range of Saint Maurice river, (part on the south east of the seigniorie), of the said seigniorie of Batiscan, being known and designated under No. 204, of the official cadastre of the parish of Saint Jacques des Piles, county of Champlain.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de Mékinac, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 10th July, 1912. 2790
[First published, 13th July, 1912.]

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juillet, 1912, constituant en corporation MM. le révérend Adjudant Faucher, prêtre curé, J. B. Lacroix, marchand général, Octave Fournier, manufacturier, Lucien Ruel, agent, et Charles Frenette, commerçant, de Saint-Charles, comté de Bellechasse, dans les buts suivants :

Construire, fabriquer, exercer le commerce et l'industrie en général des tuyaux en béton, ciment, pierre artificielle, chaux, pierre à chaux, trottoirs en ciment ou en béton, des mosaïques et tuiles à parquet, briques à trottoir de toutes sortes, tuyaux de grès, et tout ce qui se rattache d'une manière générale à pareil commerce ou industrie ;

Construire, fabriquer, exercer le commerce ou l'industrie des ponts en fer d'une manière générale ;

Exercer le commerce et l'industrie de constructeurs de maisons, édifices et constructions quelconques, acquérir des constructions et en disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables ;

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs, d'agents d'immeubles et de commerçants de tous matériaux entrant dans la construction ;

Conclure tout contrat, arrangement ou convention pour construire, entretenir aux conditions et de la manière qui seront stipulées, des rues, chemins, ruelles et sentiers ;

Acquérir, posséder, disposer, construire, entretenir aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, des aqueducs, citernes, drains, égouts, réservoirs et généralement toute construction, travaux ayant pour objet l'approvisionnement d'eau et la protection de la santé en tous endroits, cités, villes et villages ;

Construire, exploiter ou disposer de voitures, automobiles ou autres ;

Acquérir, posséder, développer, exploiter de toute manière qui sera jugée convenable des chutes ou pouvoirs d'eau, produire de l'électricité ou toute autre force motrice, employer, vendre ou autrement disposer de la dite électricité ou de toute autre force motrice pour des fins d'éclairage, de chauffage ou toutes autres fins ; construire ou exploiter tout équipement, machinerie, appareil, lignes nécessaires à ces fins, le tout subordonnement à tous statuts et règlement locaux, municipaux et provinciaux à ce sujet ; pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois Rivières ;

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of July, 1912, incorporating The reverend Adjudant Faucher, priest, cure and Messrs. J. B. Lacroix, general merchant, Octave Fournier, manufacturer, Lucien Ruel, agent, and Charles Frenette, trader, of Saint Charles, county of Bellechasse, for the following purposes :

To make, manufacture and carry on the trade and industry in general of cement pipes, cement, artificial stone, lime, lime stone, cement or concrete sidewalks, mosaics and floor tiles, brick for sidewalks of all kinds, earthenware pipes, and everything relating in a general way to such trade and industry ;

To construct and build and carry on the trade and industry of iron bridges in general ;

To carry on the trade and industry of builders of houses, edifices and constructions whatsoever, to acquire buildings and dispose of the same on the conditions and in the manner that may be judged suitable ;

To carry on the trade and industry of contractors, real estate agents and dealers in all building material ;

To enter into any contract, agreement or convention to build and maintain on the conditions and in the manner that may be stipulated, streets, roads, lanes and pathways ;

To acquire, own, dispose of, build and maintain on the conditions and in the manner that may be judged suitable, aqueducts, cisterns, drains, sewers, reservoirs and in general all construction and works having for object the supply of water and protection of health in all localities, cities, towns and villages ;

To build, work and dispose of vehicles, automobiles or others ;

To acquire, own, develop and work in any manner judged suitable falls and water powers, to produce electricity or any other motive power, to use, sell or otherwise dispose of such electricity or of all other motive power for lighting, heating and all other ends, to construct or work all equipment, machinery, apparatus and lines necessary to these ends, the whole subject to all statutes and local, municipal and provincial regulations on the subject, such powers to be exercised in the district of Quebec, Montmagny, Beauce and Three Rivers ;

Acquérir, posséder, développer, construire des usines, pour fabriquer le gaz d'éclairage ou tout autre moyen d'éclairage, et distribuer, transmettre ce gaz et ces moyens d'éclairage, les vendre ou autrement en disposer avec faculté de construire et exploiter tout équipement, machinerie, appareil et lignes nécessaires à ces fins, subordonné à tous statuts et règlements locaux, municipaux et provinciaux; pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières;

Acquérir, posséder, louer de toute manière qui sera jugée convenable des limites à bois, les exploiter et généralement exercer l'industrie du bois, de marchands de bois, de propriétaires de scieries, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer et exporter, et faire le commerce de bois de construction et autres bois de toutes sortes, fabriquer et faire le commerce d'articles en bois de tout genre, dans la fabrication desquels entre du bois de construction ou tout autre bois et de tous les articles qui peut être faits ou tirés du bois ou de déchets de bois;

Exercer l'industrie de la pulpe, acquérir, posséder de la manière qui sera jugée convenable et exploiter des limites à bois dans le but d'en faire de la pulpe ou du papier, exploiter des pulperies, usines à fabriquer le papier, manufacturer, vendre ou autrement exploiter le bois de pulpe et le papier et en disposer aux conditions qui seront jugées convenables;

Distribuer la chaleur dans tous les endroits, cités, villes et villages, et pour cet objet acquérir, posséder des usines, machineries et toutes autres choses utiles pour la fabrication et la distribution de la chaleur par quelque moyen que ce soit; pouvoirs à être exercés dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières;

Acquérir ou entreprendre de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables, la totalité ou une partie des affaires, propriétés ou engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de propriété propre aux fins de la présente compagnie;

Acquérir, posséder, exploiter et disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, des franchises, privilèges de toute corporation municipale et de tous pouvoirs publics;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou prendre des actions, obligations, débiteures ou autres valeurs de toute compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les vendre, détenir, ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Émettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de tout service rendu ou de tout industrie, franchise, privilège, propriétés, droits, pouvoir, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir;

Vendre, arrenter ou autrement disposer de la propriété, entreprise de la compagnie, ou d'une partie quelconque de la propriété, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou pour des intérêts ou des parts de toute société de personnes ou de syndicat de personnes;

Conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec tout gouvernement municipal ou autorité locale, ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point de s'engager dans toute industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, et répondre des contrats avec ou sans garantie, et avancer des fonds et autrement aider

To acquire, own, develop and construct works for the manufacture of illuminating gas or any other means of lighting, and to distribute and transmit such gas or lighting system, and to sell or otherwise dispose of the same, with power to construct and exploit all equipment, machinery, apparatus and lines necessary for these purposes, subject to all statutes and to all local, municipal and provincial regulations, such powers to be exercised in the district of Quebec, Montmagny, Beauce and Three Rivers;

To acquire, possess and lease, in any manner that may be judged convenient, timber limits, to work the same, and generally to carry on the timber business and that of lumber merchants and owners of sawmills, to purchase, sell, prepare for market, manufacture, import and export and trade in building lumber and other wood of all kinds, to manufacture and trade in wooden goods of all sorts into the making of which building wood enters or all other wood, and of all other articles or extracted from wood or from waste wood;

To carry on the pulp industry, to acquire and hold in manner judged suitable and to operate timber limits with the object of making therefrom pulp or paper, to operate pulp-mills and paper-mills, and to manufacture, sell or otherwise exploit pulp-wood and paper and dispose of the same on conditions which may be deemed suitable;

To distribute heat in all localities, cities, towns and villages, and with that object to acquire and own workshops, machinery and every other thing useful for the generation and distribution of heat by any means whatsoever, such powers to be exercised in the districts of Quebec, Montmagny and Three-Rivers;

To acquire and take over in the manner and on the conditions that may be judged suitable the whole or a part of the business, property or undertakings of any person, firm or company carrying on an industry similar to that which the present company is authorized to carry on or in possession of property suited to the objects of the present company;

To acquire, possess, exploit and dispose of on the conditions and in the manner that may be judged suitable the franchises and privileges of any municipal corporation and of all public powers;

To acquire by purchase or otherwise or to take the shares, obligations, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the industry that the present company is authorized to carry on, and the same to sell, hold, reissue, with or without warranty, or otherwise dispose of;

To issue and apportion paid-up shares of the company in full or part payment of any service rendered or of any industry, franchise, privilege, properties, power, lease, license or contract that the company is authorized to acquire;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, undertaking of the company, or a part whatsoever of the property, for the compensation that the company may judge suitable, and in particular for shares, debentures, obligations or securities of any other company, or for the interest, or shares of any association of persons or syndicate of persons;

To make agreements on the subject of petition of profits, fusion of interests, cooperation, joint risks, concessions reciprocal or otherwise with any municipal government or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in any industry or transaction that the present company is authorized to carry on, or any industry capable of being conducted in a manner to benefit this company directly or indirectly, and answer for the contract, with or without warranty, and to advance funds to or otherwise aid any such person or company undertaking to im-

toute telle personne ou compagnie entreprenant d'améliorer ou de construire sur toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement aux personnes ou compagnies et aux termes ou conditions que la compagnie jugera bon, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Garantir le paiement des deniers payables au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, obligations ou toutes valeurs de toute compagnie ou entreprise dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Conclure des arrangements avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale, ou autrement, qui seront de nature à atteindre les fins de la compagnie ou aucune d'elle ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre ou distribuer en espèce entre les actionnaires, toute partie de la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes et choses ci-dessus comme principal agents, entrepreneurs ou fondés de pouvoirs ;

Faire toutes les autres choses qui seront propres à atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie ;

La compagnie exercera son industrie dans les districts de Québec, Montmagny, Beauce et Trois-Rivières, sous le nom de "Compagnie de Béton de Saint-Charles", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint Charles, district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD

3159

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juillet 1912, constituant en corporation M^{rs}. Philias Morin, marchand, Célanire Couture, commis, Albert Blanchet et Aldéric Lacombe, commis, Alfred St. Mars, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'épicerie en gros et en détail, importer, exporter tous les effets d'un commerce d'épicerie, faire le commerce de viandes et de provisions en général, sous le nom de "Ph. Morin Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

3163

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 26ème jour de juillet 1912, constituant en corporation M^{rs}. Joseph-Arthur Bourbeau, agent financier, Alvarez Foucault, comptable, Os. Chagnon, négociant, Napoléon Hébert, rentier, Joseph R. Hébert, marchand, Ed. Vigneault, cultivateur, de St-Léonard, et Ernest Pelletier, commerçant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire affaires comme électricien, ingénieur-mécanicien et manufacturier. Acquérir, posséder, aliéner et exploiter dans les limites

prove or build upon any property in which the company is interested, and in general to the persons or companies and on the terms and conditions that the company may deem desirable, and in particular to tenants, builders and contractors ;

To guarantee the payment of moneys payable by means of obligations, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other values of any company or undertaking whose objects are in whole or in part similar to those of the present company ;

To conclude arrangements with any government or authority federal, provincial, municipal or local, or otherwise, of a nature to attain the ends of the company or any of them ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner that may be from time to time determined upon or distribute in cash amongst the shareholders any part of the property of the company ;

To do all the foregoing acts and things as principal, agents, contractors or attorneys ;

To do all things necessary to attain the foregoing objects ;

The interpretation of all powers granted by any paragraph foregoing shall not be limited or restricted by induction or deduction of the terms of any other paragraph whatsoever nor by induction or deduction from the company name ;

The company shall carry on its industry in the districts of Québec, Montmagny, Beauce and Three Rivers, under the name of "Compagnie de Béton Saint-Charles", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of said company, shall be at Saint Charles, district of Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of July, 1912

C. J. SIMARD,

3160

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty sixth day of July, 1912, incorporating Messrs. Philias Morin, merchant, Célanire Couture, clerk, Albert Blanchet and Aldéric Lacombe, clerks, Alfred St. Mars, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the grocery trade wholesale and retail, to import and export all the goods of a grocery business, and to do business in meats and provisions generally, under the name of "Ph. Morin Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

3164

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the 26th day July, 1912, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, Alvarez Foucault, accountant, Os. Chagnon, trader, Napoléon Hébert, rentier, Joseph R. Hébert, merchant, Ed. Vigneault, farmer, of Saint Léonard, and Ernest Pelletier, trader, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as electricians, mechanical engineers and manufacturers.

To acquire, own, alienate and operate, within

tes des comtés de Nicolet, Champlain, Québec, un ou plusieurs pouvoirs d'eau dans le but de produire l'énergie électrique suffisante aux susdites opérations ;

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation, des contrats relatifs à un service d'éclairage ou de pouvoir électrique ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propre à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée ;

Faire le commerce de grains sous toutes ses formes, et le commerce du bois et le manufacturer sous toutes ses formes, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Saint-Léonard Limitée", avec un capital de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix actions (1990) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à St-Léonard, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,

3107. Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22ème jour de juillet 1912, consistant en corporation MM. Joseph Hector Beauregard, avocat, Louis Alphonse Lacombe docteur en médecine, Jean-Baptiste St-Pierre, comptable, Georges Mayrand, notaire, et Louis Elzéar Beauregard, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

De faire affaires comme producteurs, importateurs, exportateurs et manufacturiers des produits de tabac, sous toutes ses formes, et de faire le commerce du tabac sous toutes ses formes, savoir : cigares, tabac en feuilles, tabac haché et aussi de tous articles et choses nécessaires pour faire le dit commerce ;

De fabriquer, acheter et vendre toutes les machineries, instruments et articles nécessaires pour la fabrication, l'importation, l'exportation et la vente des produits de tabac ci-dessus mentionnés ;

D'acquérir par achats, baux ou autrement, vendre, louer ou autrement disposer de tous terrains, bâtisses nécessaires à la compagnie pour atteindre le but qu'elle se propose ;

D'acquérir par achats, baux ou autrement tout ou partie des affaires de toute autre compagnie ou personne faisant des affaires du genre de celles projetées par la présente compagnie, de même que les bâtisses, machineries, fonds de commerce, clientèle et payer pour telles acquisitions, soit en argent, soit en parts acquittées du fonds social de la présente compagnie ;

De vendre, louer ou autrement disposer de tout ou partie de l'actif de la compagnie, en recevoir le paiement, soit en argent comptant, soit en actions, bons, débiteures ou sécurités quelconques de toute autre compagnie faisant des affaires dans le même genre ou exerçant une industrie semblable ;

D'acquérir, louer, hypothéquer, vendre, échanger ou autrement disposer des actions, bons, débiteures de la compagnie ou accepter ou donner en considération de tel achat ou vente, soit de l'argent comptant, soit des actions, bons, débiteures ou sécurités d'une autre compagnie exerçant une industrie semblable ;

De faire des arrangements pour partager les profits ou unir les intérêts avec toute personne ou compagnie incorporée exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie ;

D'emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, limiter ou accroître les montants

the limits of the counties of Nicolet, Champlain and Quebec, one or more water-powers to produce electrical energy sufficient for the operations aforesaid ;

To enter into contracts with any individual, company, firm or corporation for an electric light or power service ;

To do all acts, exercise all the powers and carry on all operations necessary to attain the ends for which the company is constituted ;

Carry on the grain trade in all its forms, and to make and manufacture timber in all its forms, under the name of "La Compagnie Electrique de Saint-Léonard, Limitée", with a capital of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into nineteen hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation of Saint Leonard, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty sixth day of July, 1912.

C. J. SIMARD,

3108. Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty two day of July, 1912, incorporating Messrs Joseph Hector Beauregard, advocate, Louis Alphonse Lacombe, doctor in medicine, Jean Baptiste St-Pierre, accountant, Georges Mayrand, notary, and Louis Elzéar Beauregard, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as producers, importers, exporters and manufacturers of products of tobacco in all its forms, and to carry on the tobacco trade in all its forms, viz : cigars, leaf tobacco, cut tobacco and also all articles and things necessary in said business ;

To manufacture, buy and sell all machinery, instruments and articles necessary for the fabrication, importation, exportation and sale of tobacco products above mentioned ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to rent or otherwise dispose of all lands and buildings necessary for the company to attain the end proposed ;

To acquire by purchase, lease or otherwise all or part of the business of any other company or person doing business of the kind proposed by the present company, as well as buildings, machinery, stock in trade and custom, and to pay for such purchases either in money or in paid up stock of the present company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of the assets of the company, and receive payment either in money or in shares, bonds, debentures or securities whatsoever of any other company doing business of the same kind or conducting a similar industry ;

To acquire, lease, hypothecate, exchange or otherwise dispose of the shares, bonds and debentures of the company and accept or give in consideration of such purchase or sale, either cash or shares, bonds, debentures or securities of another company conducting a similar industry ;

To make arrangements to divide profits or unite interests with any person or incorporated company conducting an industry similar to that of the present company ;

To borrow money on the credit of the companies of the company for amount of at least

ainsi empruntés, émettre des bons, débentures ou autres sécurités de la compagnie pour des montants d'au moins cent piastres chacun, engager ou vendre tels bons, débentures ou autres sécurités pour tel prix qui sera décidé par le bureau de direction ; hypothéquer, donner en garantie les propriétés réelles ou personnelles de la compagnie ou les deux pour garantir le remboursement des argents empruntés par la compagnie, dans le but de promouvoir ses intérêts.

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs inhérents aux affaires de la compagnie et nécessaires pour lui faire obtenir le but qu'elle se propose d'atteindre, sous le nom de "The Clubmen Manufacturing Tobacco Company Limited", avec un capital de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent actions (100) de cent piastres \$100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juillet 1912.

C. J. SIMARD,
3117. Sous-secrétaire de la province.

rowed, issue bonds, debentures or other securities of the company for amounts of at least one hundred dollars each, pledge or sell such bonds, debentures or other securities for such price as may be decided upon by the board of directors ; to hypothecate and give as security the property real or personal of the company, or both, to guarantee the repayment of moneys borrowed by the company with the object of promoting its interests ;

To do all acts and exercise all powers inherent to the affairs of the company and necessary for it attaining the end proposed, under the name of "The Clubmen Manufacturing Tobacco Company Limited", with a capital of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each ;

The chief place of business of the company, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of July 1912.

C. J. SIMARD,
3118. Assist. Prov. Secre.

Avis de Faillites

District de Beauce.

Dans l'affaire de C. A. Fortin, Beauceville,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19 août 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 2 août 1912. 3165

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 94.

Dans l'affaire de Hefernan & Beck, Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné que par jugement de cette cour, rendu aujourd'hui, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des dits faillis.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs-conjoints.

415, Edifice Dominion Express,
145, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 1er août 1912. 3169

Expropriation

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 73.

Dans l'affaire de l'acte des chemins de fer,
et

La Compagnie du Chemin de fer du Pacifique
Canadien, Requérente en expropriation,
et

Joseph S. R. Green & al.,
Intimés propriétaires.

Avis est par les présentes donné que le dixième jour de juillet 1912, la compagnie du

Bankrupt Notices

District of Beauce.

In the matter of C. A. Fortin, Beauceville,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 19th August, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 2nd August, 1912. 3166

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 94.

In the matter of Hefernan & Beck, Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on this day, by an order of the court; the undersigned have been appointed joint curator to the property of the said insolvents.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.

415, Dominion Express Building,
145, Saint James street, Montreal.
Montreal, 1st August, 1912. 3170

Expropriation

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 73.

In the matter of the railway act
and

The Canadian Pacific Railway Company,
Petitioner in expropriation,
and

Joseph S. R. Green & al.,
Respondents proprietor.

Notice is hereby given that on the tenth day of July, 1912, the Canadian Pacific Railway

chemin de fer du Pacifique Canadien comme locataire et exerçant les franchises de la compagnie du chemin de fer Ontario & Québec, a déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Montréal la somme de cinq mille sept cent quarante-quatre piastres et vingt-sept centins (\$5,744.27), laquelle somme comprenant :

1. Cinq mille six cent quatre piastres et seize centins (\$5,604.16), montant de l'indemnité accordée aux propriétaires ci-après nommés par une sentence arbitrale de l'arbitre unique Norman Binnmore rendue le 22^{ème} jour de mai 1912, dont copie authentique a été produite au dit bureau du protonotaire dans cette cause No 73, dans laquelle la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien était requérante en expropriation et Joseph Samuel Raoul Green, le soi-disant grevé en vertu de la substitution créée par l'acte de donation de feu le Rév. James Green, devant W. F. Lighthall, N. P., le 20 mars 1894, et la dite substitution étaient propriétaires.

2. Cent quarante piastres et onze centins (\$140.11) pour six mois d'intérêt sur la dite somme de cinq mille six cent quatre piastres et seize centins (\$5,604.16).

Le tout déposé conformément à la section 210, de l'acte des chemins de fer, chapitre 37, des Statuts Révisés du Canada pour une propriété décrite en la dite sentence arbitrale comme suit :

"Une étendue ou partie de terre située dans le quartier Saint Andrew, de la cité de Montréal, comprenant une portion de chacun des lots connus et désignés sous les numéros mille cinq cent soixante et un (1561) et mille cinq cent soixante et deux (1562), du cadastre originaire du quartier Saint Antoine, de la dite cité et contenant une superficie totale de mille deux cent quatre-vingt-un (1281) pieds et indiquée en rouge sur le plan annexé; la dite étendue de terre étant bornée en front vers le nord-ouest par l'avenue Argyle; en arrière, vers le sud-est par une ruelle ou passage formant partie du dit numéro de cadastre mille cinq cent soixante et un (1561) et une petite portion du dit lot connu et désigné sous le numéro du cadastre quinze cent soixante et deux (1562); du côté nord-est par une autre portion du dit lot numéro quinze cent soixante et un (1561) et du côté sud-ouest, par une autre portion du dit numéro du cadastre quinze cent soixante et deux (1562), la dite étendue de terrain mesurant vingt (20) pieds six pouces (6) en largeur par soixante et un (61) pieds (10) pouces en profondeur sur le côté nord-est et soixante et trois (63) pieds deux (2) pouces en profondeur sur le côté sud-ouest; la portion du dit lot numéro quinze cent soixante et un (comprise dans les dites limites de la dite étendue de terre contenant une superficie de onze cent cinquante-trois (1153) pieds, étant bornée en front par la dite avenue Argyle, en arrière par la dite ruelle ou passage; sur le côté nord-est par une autre portion du dit lot numéro quinze cent soixante et un (1561) et sur le côté sud-ouest par la portion du dit lot numéro quinze cent soixante et deux (1562) comprise dans les limites de la dite étendue de terre et la portion du dit lot numéro quinze cents soixante et deux (1562), comprise dans les limites de la dite étendue de terre contenant une superficie de cent vingt-huit (128) pieds et bornée en front par la dite avenue Argyle; en arrière par la dite ruelle ou passage; du côté nord-est par la portion du dit lot numéro quinze cent soixante et un (1561), comprise dans les limites de la dite étendue de terre; et du côté sud-ouest par une autre portion du dit lot numéro quinze cent soixante et deux (1562), le tout tel qu'actuellement enclous, et avec une maison d'habita-

Company as lessee and exercising the franchises of the Ontario & Quebec Railway Company has deposited in the office of the prothonotary of the Superior Court at Montreal the sum of five thousand seven hundred and forty four dollars and twenty seven cents (\$5,744.27) being made up as follows, to wit :

1. Five thousand six hundred and four dollars and sixteen cents, (\$5,604.16) amount of the indemnity awarded to the proprietors, hereinafter named by the award of the sole arbitrator Norman Binnmore of date 22nd day of May, 1912, an authentic copy of which is also deposited in said prothonotary's office in this case No. 73, wherein the Canadian Pacific Railway Company was petitioner in expropriation and Joseph Samuel Raoul Green institute (said to be) under the substitution created by the donation made by the late Rev. James Green, before W. F. Lighthall, N. P., on the 20th March 1894, and the substitution aforesaid were proprietors.

2. One hundred and forty dollars and eleven cents (\$140.11) for six months interest on the said sum of five thousand six hundred and four dollars and sixteen cents (\$5,604.16).

The whole being deposited in conformity with section 210 of the Railway Act, being Chap. 37, of the Revised Statute of Canada, for a property described in the said award as follows :

"A parcel or tract of land situate in the civil Saint Andrew's ward, of the city of Montreal, comprising a portion of each of the lots known as cadastral numbers fifteen hundred and sixty one (1561) and fifteen hundred and sixty two (1562) of the cadastral Saint Antoine ward of the said city and containing a total area of one thousand two hundred and eighty one feet (1281) and being shown coloured red on the attached plan; the said tract of land being bounded in front towards the north west by Argyle Avenue; in rear towards the south east by a lane or passage being part of said cadastral number fifteen hundred and sixty one (1561) and a small portion of the said lot known as cadastral number fifteen hundred and sixty two (1562), on the north east side by another portion of the said cadastral lot number fifteen hundred and sixty one (1561); and on the south west side by another portion of the said cadastral lot number fifteen hundred and sixty two (1562), the said tract of land measuring twenty (20) feet six (6) inches in width by sixty one (61) feet, ten (10) inches in depth on the north east side and sixty three (63) feet, two (2) inches in depth on the south west side; the portion of said lot number fifteen hundred and sixty one (1561) comprised within the limits of said tract of land containing an area of one thousand one hundred and fifty three (1153) feet, and being bounded in front by the said Argyle Avenue, in the rear by the said lane or passage; on the north east side by another portion of the said lot number fifteen hundred and sixty one (1561); and on the south west side by the portion of the said lot number fifteen hundred and sixty two (1562) included within the limits of said tract of land, and the portion of the said lot number fifteen hundred and sixty two (1562) comprised within the limits of the said tract of land containing an area of one hundred and twenty eight feet (128) and being bounded in front by the said Argyle Avenue; in the rear by the said lane or passage; on the north east side by the portion of the said lot number fifteen hundred and sixty one (1561) comprised within the limits of the said tract of land; and on the south west side by another portion of the said lot number fifteen hundred and sixty two (1562) the whole as now enclosed, and with a

"tion double en brique, sur fondation en pierre y érigée et aussi montrée sur le plan" et au livre de référence de la dite compagnie "de chemin de fer du Pacifique Canadien."

Toutes personnes réclamant ou prétendant avoir aucun intérêt, privilège, hypothèque ou autre réclamation quelconque contre la dite étendue ou portion de terre sont notifiées et requises de produire leurs réclamations au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Montréal, dans les mois à compter de la dernière publication du présent avis suivant ordonnance de ce jour. En défaut de quoi, elles seront forclosées pour toujours de droit de ce Montréal, 10 juillet 1912.

M. R. PORTELANCE,
Député protonotaire de la Cour Supérieure.
2849

Index de la Gazette Officielle de Québec No 31.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Beaudoin vs Jacob.....	1577
" Bissillon vs Nourie.....	1576
" Calvé vs Courcelles.....	1577
" Clark vs Weddell.....	1578
" Cavette vs Paquet.....	1575
" Couture vs Morin.....	1578
" Desranleau vs Roy.....	1576
" Drouin vs Trudeau.....	1577

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Bradin vs Sims alias Simmons, 1576.

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc., 1561.

ASSURANCES :—Assurance Mutuelle contre le feu, Ste-Marie, Beauce, 1571; Cie d'assurance mutuelle contre le feu de N.D. du Bon Conseil, 1564.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :— Assemblée législative, 1573 ; Conseil législa- tif, 1572.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS : — The Estey Bros Co., 1564 ; Witting Bros, Ltd, 1564.

ÉTAT :—Dépenses d'élection de M. C. E. Gault, 1579 ; M. Ed. A. Robert, 1579 ; M. Donat Caron, 1580 ; M. J. E. Gagnon, 1580 ; Hon. Prévost, 1581 ; M. Arthur Godbout, 1580 ; M. Gustave Lemieux, 1579 ; Dr Aubin, 1580 ; Hon. C. R. Devlin, 1579.

EXAMEN :—Bureau des Examineurs de mesureurs de bois, 1572.

EXPROPRIATION : — C. P. R. Company & Green és-qual. et al, 1597.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Bourgeois.....	1582
Cartier.....	1582
Darwin (succ. —estate).....	1581
Desrosiers.....	1582
Dugas.....	1581
Fortin.....	1596

"tenement brick dwelling house on stone foundation thereon erected and being also shewn on the plan and in the the book of reference of the said Canadian Pacific Railway Company."

All persons claiming or pretending to have any interest, privilege, hypothec or other claim whatsoever against the said tract or parcel of land are notified and required to file their claims in the office of the prothonotary of the Superior Court at Montreal, within a month to be reckoned from the last publication of the present notice as per order of this date. In default they shall the foreclosed forever from the right of so doing.

Montreal, 10th July, 1912.

M. R. PORTELANCE,
Deputy Prothonotary Superior Court.
2850

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Grignon vs Beaudin.....	1576
" Gué vs Gauthier.....	1577
" Lanthier vs Cholette.....	1578
" Macdonald vs Leclair.....	1577
" MacNeil vs McWhirter.....	1576
" Pilon vs Bériault.....	1578
" Seaton vs Mowatt.....	1578

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Bradin vs Sims alias Simmons, 1576.

ADVERTISEMENTS : —Notice to : — Respecting notices, etc, 1561.

INSURANCES : — Mutual Fire Insurance, Sainte Marie, Beauce, 1571 ; Mutual Fire Insurance Coy of N. D. du Bon Conseil, 1564.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :— Legislative Assembly, 1573 ; Legislative Coun- cil, 1572.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — The Estey Bros Co., 1564 ; Witting Bros, Ltd, 1564.

STATEMENT : — Election expenses of Mr. C. E. Gault, 1579 ; Mr. Ed. A. Robert, 1579 ; Mr. Donat Caron, 1580 ; Mr. J. E. Gagnon, 1580 ; Hon. Prévost, 1581 ; Mr. Arthur Godbout, 1580 ; Mr. Gustave Lemieux, 1579 ; Dr Aubin, 1580 ; Hon. C. R. Devlin, 1579.

EXAMINATION : — Board of examiners of lumber Cullers, 1572.

EXPROPRIATION : — C. P. R. Company & Green és-qual. et al, 1597.

FAILLIS —INSOLVENTS :

Heffernan & Beck.....	1596
Osborne.....	1582
Plante (succ. —estate).....	1581
Riendeau et al.....	1582
Thibault & St. Onge.....	1581

LETTRES PATENTES :—

Brick Manufacturing Company.....	1569
Cie de Beton de Saint-Charles.....	1592
Canada Lifting Jack Coy.....	1566
Cie électrique de Saint Léonard.....	1594
Cie immobilière de la Pointe-aux-Trembles..	1566
Cie des Carrières de Beauport.....	1569

NOMINATIONS : —

Conseiller mun. :—Saint Irénée, Charlevoix ; 1561.

Coroner conjoint :—District de Beauce, 1561.

Juges de paix :—Rimouski, 1562 ; Ottawa, 1562 ;
Montréal, 1562 ; Bedford, 1562 ; Montmagny,
1562 ; Saguenay, 1562.

Percepteur du Revenu :—Ls Desbiens, 1561.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1563 ;
Village de Lyster, comté de Mégantic, 1562.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA : — Bolduc et al vs Roy, 1584.

BEAUHARNOIS :—Caza vs Le Club de Chasse et de
Pêche "Le Salaberry", 1585.

BEDFORD :—Parent (Dme) vs Deragon, 1585.

CHICOUTIMI :—Cie Desjardins vs Tremblay, 1586 ;
Ville de Chicoutimi vs Richard, 1586.

JOLIETTE :—Royal Bank of Canada vs Robitaille,
1587 ; St. Jean vs Berthelot, 1586.

MONTMAGNY :—Dme Guimont, 1588 ; Lemieux vs
Ruel, 1587.

MONTREAL :—Cadieux & Briand vs Viens, 1588 ;
Gorman vs McDonald, 1589.

OTTAWA :—Munro et al vs Gauthier et al, 1589.

QUÉBEC :—Giroux vs Giroux, 1589.

RICHELIEU :—Lacroix vs Peloquin, 1590.

SAINT-HYACINTHE :—Lafamme vs Lafamme, 1590.

TROIS RIVIÈRES :—Gagnon vs Gagnon, 1591 ; Vau-
geois vs The Belgo Canadian Pulp and Paper
Coy., 1591.

LETTERS PATENTS :—

Le Louvre de Paris.....	1569
Maple Grove Sugar Company.....	1568
Ph. Morin, limitée.....	1594
The Clubmen Manufacturing Coy.....	1595
The Hull & Ottawa Garage Coy.....	1568
The National Loan & Realty Coy.....	1565

APPOINTMENTS :—

Mun. Councillor :—Saint Irénée, Charlevoix, 1561.

Joint coroner :—District of Beauce, 1561.

Justices of the peace :—Rimouski, 1562 ; Ottawa,
1562 ; Montreal, 1562 ; Bedford, 1562 ; Mont-
magny, 1562 ; Saguenay, 1562.

Collector of Revenue :—Ls Desbiens, 1561.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1563 ; Vil-
lage of Lyster, county of Megantic, 1562.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Bolduc et al vs Roy, 1584.

BEAUHARNOIS :—Caza vs Le Club de Chasse et de
Pêche "Le Salaberry", 1585.

BEDFORD :—Parent (Dme) vs Deragon, 1585.

CHICOUTIMI :—Cie Desjardins vs Tremblay, 1586 ;
Town of Chicoutimi vs Richard, 1586.

JOLIETTE :—Royal Bank of Canada vs Robitaille,
1587 ; St. Jean vs Berthelot, 1586.

MONTMAGNY :—Dme Guimont, 1588 ; Lemieux vs
Ruel, 1587.

MONTREAL :—Cadieux & Briand vs Viens, 1588 ;
Gorman vs McDonald, 1589.

OTTAWA :—Munro et al vs Gauthier et al, 1589.

QUEBEC :—Giroux vs Giroux, 1589.

RICHELIEU :—Lacroix vs Peloquin, 1590.

SAINT HYACINTH :—Lafamme vs Lafamme, 1590.

THREE RIVERS :—Gagnon vs Gagnon, 1591 ; Vau-
geois vs The Belgo Canadian Pulp and Paper
Coy., 1591.

OK

1972